Numérisation CERMTRI

Ce N° : 8 pages - LE CŒUR ET LE P. C. F.

N° 331.
Du 5 au 25 Mars 1954

"PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS"

BI-MENSUEL - 20 FRANCS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION :
46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR.
C.C.P. Sté de Presse, d'Edition et de Librairie, 603201 Paris

Des militants communistes écrivent à *La Vérité*

(VOIR EN PAGE 2.)

De Berlin à Genève

La montée révolutionnaire mondiale bouleverse les plans de Wall-Street et ceux du Kremlin

LA CRISE AMERICAINE DEVANCERA-T-ELLE LA GUERRE ?

La marche à la guerre de l'impérialisme américain apparaît aujourd'hui ralentie. Bien qu'aucun accord spectaculaire n'ait été conclu à Berlin, Washington ne rompt pas le contact avec Moscou. Les négociations, publiques et secrètes, se poursuivent.

Pourtant la dépression économique

par GERARD BLOCH

s'approfondit aux USA. Et les dirigeants américains savent parfaitement qu'il n'existe d'autres moyens que la guerre pour faire face aux contradictions économiques du régime capitaliste.

Mais, pour déclencher la guerre, l'impérialisme américain devait réaliser un minimum de conditions économiques, politiques et stratégiques ; et la montée révolutionnaire mondiale, bouleversant tous ses plans, ne lui a pas permis de les réaliser, l'expulsant de Chine, le tenant en échec en Corée et au Viet-Nam, s'étendant maintenant à l'Europe, avec la grève générale d'août 53 en France, rendant caduca ses plans primitifs de réarmement atlantique.

Aussi devient-il de plus en plus probable que la crise économique américaine devancera la guerre. Aussi Washington est-il à la recherche d'une nouvelle politique ; et ne veut-il pas rompre le contact avec Moscou, au moment où des groupes capitalistes de plus en plus nombreux et influents, au sein du « gouvernement des millionnaires » d'Eisenhower, envisagent avec faveur, pour faire face à la crise, la reprise du commerce avec l'Est.

MALENKOV EST CONCILIANT... SUR LE DOS DES AUTRES

C'est en effet sur le dos des autres — de la Chine populaire, du Viet-Minh — que Malenkov est prêt à faire des concessions. Troquer l'abandon de l'Allemagne Orientale contre celui de la CED, le Kremlin l'envisagea sérieusement au printemps 1953, il ne peut plus le faire aujourd'hui. Car entre temps, il y a eu le soulèvement révolutionnaire du 17 juin en Allemagne Orientale, et les manifestations du mécontentement des masses dans toute l'Europe Orientale.

L'abandon de l'Allemagne Orientale, qu'au surplus les dirigeants militaires russes, dont l'influence ne cesse de croître au Kremlin depuis l'appui qu'ils sont prêts à Malenkov pour abattre Béria, voient d'un mauvais œil, ébranlerait le régime stalinien dans toute l'Europe Orientale. Réalisée dans un tel contexte politique, l'unité allemande pourrait avoir de telles répercussions révolutionnaires que l'on comprend pourquoi Malenkov la redoute autant que Dulles et Adenauer.

Aussi est-ce en Asie — sur le dos des autres — que Malenkov envisage des concessions. A l'aube de la conférence de Berlin, « La Pravda » écrivait (le 19 janvier) : « Une détente n'est possible que si la voie est ouverte non seulement à la solution des problèmes européens, mais aux problèmes urgents d'Asie ». Et la conférence terminée le, 4 mars, Molotov déclarait : « Un jugement définitif sur la conférence de Berlin ne peut pas encore être porté — pas avant que la conférence de Genève n'ait eu lieu ».

C.E.D., PLAN MALENKOV OU ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE ?

Molotov soupçonnait-il sérieusement à négocier l'abandon de la CED à Berlin. Le 25 février, Bidault a pu déclarer à la commission des affaires étrangères sans qu'il lui soit opposé aucun démenti : « J'ai demandé à M. Molotov ce qui se passerait si la France modifiait sa politique à l'égard de la CED. Il m'a été répondu d'une manière assez vague que ce changement serait enregistré comme un geste de détente. M. Molotov n'a rien ajouté ».

(Suite en page 4.)

Gouvernement des "Bons Français"? Non! Gouvernement sans ministres capitalistes

TOUT ouvrier sérieux se pose cette question : Quelles qualités particulières recèle ce gouvernement Laniel-Bidault-Ed. Faure, pour subsister à ce jour, alors que le peuple de ce pays, par des actions d'envergure telles la grève générale d'août 1953, la grève des Bureaux-Gares de décembre-janvier derniers, la journée de protestation du 29 janvier, les grèves unanimes des enseignants ou les mouvements paysans, a démontré qu'il était foncièrement hostile à sa politique ? Le peuple français veut de meilleurs salaires, la fin de la guerre impérialiste au Viet-Nam. Il ne veut pas de la CED ni du Pacte Atlantique, ni du budget de guerre de 1.400 milliards. Il veut en finir avec l'oppression colonialiste en Afrique du Nord, basée sur des budgets de police exorbitants. Il veut le transfert de ces centaines de milliards — affectés aux budgets de « défense nationale », à la guerre du Viet-Nam et à la police — à la construction d'immeubles d'habitation, d'écoles. Le peuple français, pour ce programme, veut combattre. Si le gouvernement Laniel est toujours debout, il le doit essentiellement au fait que les partis ouvriers et les syndicats se refusent à prendre la responsabilité d'assumer seuls, sans ministres capitalistes, le gouvernement de ce pays !

Les grandes organisations ouvrières basent leur stratégie sur une collaboration, les unes (Parti Socialiste et Force Ouvrière) avec la fraction C.E.D., les autres (Parti Communiste Français et C.G.T.) avec la fraction anti-C.E.D. de la bourgeoisie française.

Jacques Duclos, dans son discours du Comité Central d'Arcueil, le 5 mars, a répété :

« Nous déclarons nettement et avec force que nous sommes prêts à soutenir un programme qui n'est ni notre programme final, ni notre programme immédiat, et à voter pour un gouvernement basé sur le groupement des forces ouvrières, républicaines et patriotiques qui s'engagerait à le faire sien et à travailler à sa réalisation. »

Peut-on sérieusement penser qu'un gouvernement, avec le sinistre Daladier, Soustelle le R.P.F., Loustaunau-Lacau le cagoulard et pétainiste, tous baptisés « bons Français » parce que anti-C.E.D., pourrait assurer la réalisation d'un programme visant à satisfaire les besoins légitimes des masses ? Duclos lui-même avoue le contraire, en renonçant d'avance, généreusement, au « programme immédiat ».

L'EXPERIENCE DE 1944-1947

L'expérience toute récente démontre que la bourgeoisie française, dès qu'elle est menacée par l'action de classe du prolétariat, fait appel aux Partis ouvriers.

De 1944 à 1947, Félix Gouin, M. Moutet, Lacoste (socialistes), ont partagé le pouvoir avec Maurice Thorez, Billoux, Lecœur et les hommes de la bourgeoisie, de Gaulle, Bidault, Queuille, etc. Ces gouvernements ont présidé en particulier aux massacres de Sétif en mai 1945 (45.000 travailleurs algériens victimes de la monstrueuse provocation au service des colons) et au déclenchement de la guerre du Viet-Nam (1946). Les travailleurs ont gardé le souvenir de la politique du « Produire d'abord », prônée par les Partis ouvriers au gouvernement, et dont le résultat a été la reconstitution de l'édifice d'exploitation et d'oppression de la bourgeoisie, sur la base d'un pouvoir d'achat ouvrier inférieur de moitié à celui d'avant-guerre.

Le fait que des ministres « ouvriers » participent au gouvernement n'est pas obligatoirement un facteur favorable. Bien au contraire, le soutien ou la participation « ouvrière » à une formation gouvernementale bourgeoise ne peut qu'être contraire aux intérêts des travailleurs. Dès aujourd'hui, des hommes « d'expérience » comme Daladier se préparent à présider une nouvelle coalition avec les Partis ouvriers en vue de dresser un barrage plus efficace aux aspirations légitimes des travailleurs.

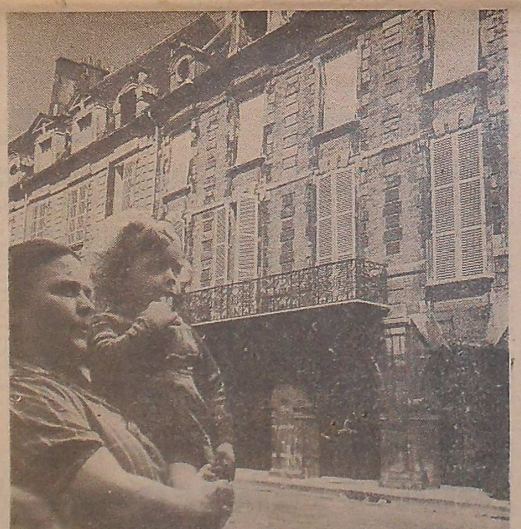
P. LAMBERT.

(Suite page 6.)

ERRATUM :

Une erreur matérielle a déformé le titre de notre dernier numéro. Il fallait lire, évidemment : « Pour ouvrir la voie au gouvernement des Partis ouvriers » et non « Pour ouvrir la voie du gouvernement aux Partis ouvriers ».

L'ABBE "GARAP" veut nous endormir



« GARAP ressuscité pour l'Emprunt des cités d'urgence », titre « Le Monde » du 8 mars 1953 !

Ce titre révèle le véritable sens de l'immonde comédie à laquelle l'abbé Pierre prête complaisamment son concours !

Parisiens, souvenez-vous, lorsque cet office de publicité nous révéla l'énigmatique identité de GARAP. Vous étiez sceptiques ! Il n'était pas possible que GARAP ne fût rien... ni personne ! Comme vous aviez raison!

GARAP c'était quelqu'un, c'était l'abbé ; Pierre c'est son prénom !

« Mais alors, si c'est un ecclésiastique, pourquoi ce chapeau haut-de-forme, ces gants blancs, ce cigare ?»

Décidément vous ne comprenez rien aux symboles. Ce subtil dessin ne visait simplement qu'à révéler, d'une manière suggestive au service de qui se mettrait l'abbé Garap. Les bourgeois ont compris, eux, quelle magnifique aubaine représentait l'abbé Garap. Ils ont compris quel parti ils pouvaient tirer de cette providentielle campagne publicitaire à l'œil.

C'est ainsi qu'un grand magasin parisien a trouvé, grâce à cet intermédiaire, le moyen de placer des milliers de carnets-bons d'achat, qui lui permettront d'écouler tout un stock de marchandises, qu'en d'autres circonstances il aurait été obligé de solder.

Quel flair, aussi, cet éditeur et cet écrivaillon qui ont réussi la performance de mettre en circulation en à peu près 24 heures, un nouveau Best-Seller intitulé « Les chiffonniers d'Emmaüs ». Tirage assuré : 10.000 exemplaires.

Pas folle, non plus, la firme Pathé-Marconi qui vient de lancer sur le marché du disque, un enregistrement d'un des discours du Bon Samaritain. Ça doit se vendre comme des petits pains bénis !

G. VAN BEVER.

(Suite page 6.)

Convulsions dans le Moyen-Orient

En l'espace de quelques jours, la physionomie politique du Moyen-Orient a été brusquement bouleversée. La signature du traité d'aide militaire entre les Etats-Unis et le Pakistan a précédé, de peu, l'éviction du colonel Chichackly, dictateur syrien depuis près de deux ans et l'éclatement d'une crise au Caire qui marque la fin du régime Naguib tel qu'il existait depuis dix-huit mois.

∴

Les convulsions viennent de révéler brusquement la faiblesse profonde du régime des officiers au Caire, régime dont la grande presse pourtant se plaisait à souligner la stabilité et qu'elle présentait volontiers comme le début d'une ère nouvelle dans la vallée du Nil. En fait, ni sur la question nationale (évacuation de la zone du Canal), ni sur la réforme agraire, les dirigeants du Caire n'avaient pu tenir les promesses faites au cours de l'été 52. La situation tragique du fellah n'est pas modifié, les négociations avec l'Angleterre étaient dans l'impasse.

La rupture récente avec les Frères Musulmans traduisait la volonté de briser le seul canal encore toléré par lequel pouvai ta'exprimer l'impatience de masses égyptiennes. Mais son seul effet a été de porter la crise au sein même du Conseil de la Révolution. La crise a débuté par un conflit Naguib-Nasser, le numéro deux voulant concentrer y renforcer la dictature à son profit — comme seul moyen de juguler l'opposition grandissante. Mais la petite-bourgeoisie musulmane, force sociale de masse sur laquelle le régime a depuis son origine tenté de s'appuyer, l'a abandonné ; étudiants et armée ont manifesté leur mécontentement — jusqu'au sein du Conseil de la Révolution par la voix du « gauchiste » Khalad MOHIEDDINE.

Le vieux renard Naguib a tiré habilement parti de la situation en prenant la tête de l'opposition, comme il s'était fort habilement placé en juillet 52 à la tête du nouveau régime, lui qui était en l'affaire l'ouvrier de la onzième heure. Aux manifestants, en tête desquels se retrouvaient wafdistes et surtout Frères Musulmans, Naguib, du balcon du palais Abdin, promettait le retour à une vie politique « normale », une Constituante et les libertés démocratiques.

R. CHERAMY.

(Suite en page 4.)

Le Comité pour les Assises Nationales D'UNITE D'ACTION SYNDICALE

tiendra une

Assemblée le dimanche 14 Mars 1954

de 9 heures à 12 heures, de 14 heures à 18 heures
à la SALLE DU MUSEE SOCIAL,
5, RUE LAS-CASES — PARIS (VIIe)
(Métro : Solférino)

(Communiqué.)

Solidarité avec la Révolution bolivienne!

L'APPEL du POR (section bolivienne de la 4e Internationale) que nous publions ci-après montre l'urgence et l'importance extrême de la campagne de solidarité internationale en faveur de l'avant-garde révolutionnaire des travailleurs boliviens décidée par le Comité International de la 4e Internationale. A l'heure où les complots de la réaction féodo-bourgeoise se multiplient en Bolivie, le gouvernement droitier du MNR porte tous ses coups contre les ouvriers et les paysans, et contre leur organisation de combat le POR, sur qui repose tout l'avenir de la révolution bolivienne. La solidarité est dans ces conditions un devoir impérieux et immédiat.

Dans son dernier numéro « LA VERITE » a pu annoncer que notre camarade Renard souscrivait pour la campagne de solidarité avec le POR les 50.000 francs de dommages-inté-

(Suite page 5.)

Numérisation CERMTRI

La crise d'organisation vue à travers la presse du P.C.F.

LE C.C. d'octobre 1953 a lancé une campagne pour « L'Humanité » à partir du 1er novembre 1953. A cette date « L'Humanité » tire à 172.091 (samedi 31-10-53). La résolution adoptée déclare :

« Au delà du Mois de la Presse qui implique la mobilisation des forces pour la souscription nationale, cette défense et cette diffusion doivent rester une tâche permanente et particièrement impérieuse pour l'ensemble du Parti ».

Dans « France Nouvelle » du 24-11-53 il est indiqué que : « Plus des 2/3 des foyers votant communiste dans la Seine ne lisent pas « L'Humanité ».

A la fin du Mois de la Presse le tirage de « L'Humanité » se chiffre à 169.955, et le samedi 6-3-54 le tirage est de 167.199 exemplaires.

LE P.C. APRES LES GREVES D'AOUT 1953

La pierre de touche de l'influence réelle d'un parti ouvrier, c'est sa capacité de regrouper les travailleurs qui ont fait preuve de leur combativité dans les luttes. Après juin 1936, le PCF a vu affluer dans ses rangs, par centaines de milliers, la génération ouvrière qui avait dirigé les grèves. Au C.C. de Drancy, tenu les 22 et 23 octobre 1953, la direction du PCF effectue su bilan après les grèves d'août 1953.

VANDEL : « La vie des cellules d'entreprises traduit encore une sous-estimation certaine de leur rôle. Le manque de vie du Parti dans les entreprises est aussi à la base du flottement de l'action dans le secteur privé, la métallurgie en particulier ».

SERVIN : « Où est l'esprit de responsabilité, où est le dévouement à la classe ouvrière, où est l'esprit de Parti de ces camarades qui ne bouillonnent pas d'impatience de reprendre le combat lorsque celui-ci s'ouvre enfin ? »

LEROY note « le retard dans le domaine de l'organisation dans la Fédération de la Seine Inférieure ».

LECŒUR, à cette époque secrétaire d'organisation, dont le rapport a été approuvé par le B.P. dans les conditions révélés par Duclos au C.C. des 5 et 6 mars, souligne : « Pourtant un nombre encore trop important d'adhérents de notre Parti n'ont pas d'activité. Le recrutement n'est pas encore organisé systématiquement dans les entreprises dont de nombreuses sont dépourvues de cellules... Exemples à la SEV (Issy-les-Moulineaux), 1.500 ouvriers, pas de cellule, chez Geoffroy-Delore (Clichy), 780 ouvriers, pas de cellule, dans le Pas-de-Calais, à Isbergues au H.G.D., plus de 1.000 ouvriers, pas de cellule. De tels laisser-aller encore trop nombreux expliquent la fluctuation persistante des effectifs dans certaines Fédérations. Les Fédérations comme la Seine, les Ardennes, l'Oise, l'Aisne, le Nord, ne doivent pas se cacher que chez elles la fluctuation des effectifs provient des entreprises... La section de Cherbourg laisse l'Arsenal où travaillent 4.000 ouvriers sans cellule alors que des communistes travaillent. De même la section d'Asnières laisse Citroën où travaillent 1.500 ouvriers sans cellule ».

∴

En septembre 1953 et sur une échelle encore inconnue dans ce pays des millions de paysans ont engagé des combats contre l'Etat à la suite de la grève générale des travailleurs d'août 53. Le C.C. de Drancy s'est penché sur ce problème :

WALDECK-ROCHET : « Dans de nombreux cas nos cellules rurales s'acquittent mal de leurs tâches, parce que leur composition sociale est défectueuse. Il n'y a pas assez de paysans travailleurs et d'ouvriers agricoles dans les cellules rurales ».

SERVIN : « La lutte à la campagne tout comme les grèves d'août opère une sélection valable de nos cadres. L'examen fait dans le Lot-et-Garonne, montre que des camarades responsables furent très loin d'être à la tête des masses même dans les communes où le Parti a une influence prédominante, idem pour les Landes. En tout, 23 paysans ont suivi les écoles interfédérales. Aucun élève paysan, ni autre de l'Aube, de la Côte d'Or, de la Nièvre, du Puy-de-Dôme, de la Vienne, de l'Yonne, etc. »

Non seulement ni le PCF ni la CGT n'ont vu affluer dans leurs rangs la jeune génération d'août 53, mais les cadres ouvriers communistes ont totalement été désorientés par le refus énergique opposé par la direction du PCF de diriger la grève générale pour le renversement du gouvernement LANIEL.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS A LA LUMIERE DE LA REPRISE DES CARTES 1954

La presse du PCF, « l'Humanité » en tête mène campagne pour la consolidation et l'élargissement du recrutement. J. DUCLOS, FAJON, BILLOUX ont écrit des éditoriaux dans l'organe central. Voici un bilan partiel tel qu'il peut être tiré de la lecture de l'hebdomadaire central du PCF « France-Nouvelle ».

« France Nouvelle » 24-11-53 : « Le comité fédéral de la Seine ne saurait pour autant ignorer le trop grand décalage entre la ligne politique et son application. La reprise des cartes 1954 doit être abordée à temps, en tenant compte de certaines erreurs de la reprise des cartes 1953 ».

« France Nouvelle » 19-12-53, BARDOL, Fédération Nord-Maritime : « Notre recrutement a été beaucoup plus dirigé vers les quartiers que vers les usines. Nous n'avions de liaison (et encore) avec les masses paysannes qu'en période électorale ».

« France Nouvelle » 2-1-54, Fédération du Nord : « Sur les 613 cellules de notre Fédéraiton nous ne comptons que 151 cellules d'entreprises ».

« France Nouvelle » 9-1-54 : « Où en sommes nous de la reprise des cartes 1954 ? Le plan de travail des Fédérations suivantes n'est pas orienté vers les entreprises : Allier, Rhône, Cher, Saône-et-Loire, Hte-Garonne, Nièvre, etc. Dans les départements où les luttes paysannes ont pris une grande ampleur, Creuse, Hte-Vienne, Corrèze, Lot-et-Garonne, Charente, Loir-et-Cher, etc., il ne semble pas que l'on fasse suffisamment d'efforts pour amener au Parti ceux des paysans qui ont été les animateurs des luttes ».

« France Nouvelle 23-1-54, DUPUY, Fédération Seine-Sud : « C'est ainsi qu'à la question posée, où en est-on de la reprise des cartes ? Combien de cellules l'ont assurée ? Combien de camarades adhérents de 1953 absents? Combien d'adhésion ? De trop nombreux camarades dirigeants, membres du Comité Fédéral, ou secrétaires de section n'apportèrent qu'une réponse imprécise... Si par exemple on ne sait pas que dans telle ou telle cellule on n'a pas encore fixé la date de reprise des cartes, dans telle autre, il manquait 12 adhérents 1953 à l'assemblée. Il faut remarquer que l'on rencontre les plus grosses difficultés avec les cellules d'entreprises. Par exemple à Choisy-le-Roy, la cellule des Eaux n'a réuni que le tiers des adhérents... Enfin et pour revenir à la participation active de tous les membres du Parti au travail de la cellule nous devons accorder la plus grande attention au fait que même les assemblées les mieux réussies n'ont pas réuni tous les adhérents 53. Il ne s'agit pas de faits isolés ; aucune section n'a pu donner le nombre des adhérents 53 absents aux réunions ».

« France Nouvelle » 30-1-54 : « La faiblesse du Parti dans le Pas-de-Calais où on compte actuellement 70 cellules de puits et d'entreprises, alors qu'il y a dans notre Fédération plus de 110 puits et plus de 60 usines. C'est ainsi que dans des puits à grosse concentration comme le 6 de Fouquières, il n'y a pas de cellules, bien que trois secrétaires de section y sont employés. Le 2 d'Oignies qui groupe plus de 2.000 ouvriers, pas de cellule. D'autre parte les importantes usines d'Isbergues, Beghin à Corbehem, Finolers à Douvin sont également dépourvues d'organisation du parti. A Arras, Carvin, etc., on se soucie trop peu de faire vivre les organisations du Parti dans les entreprises ».

« France Nouvelle » 13-2-54, Fédération des Bouches-du-Rhône : « La section de St-Marcel (Marseille) a dans son périmètre 5 grandes entreprises qui groupent plus de 4.000 travailleurs. Les cellules locales totalisent 437 adhérents, alors que les cellules d'entreprises n'en comptent que 54. D'autre part, sur les adhésions faites au cours de l'année 1953 et les 280 du début de 1954 un très petit nombre l'a été sur la base des entreprises. Depuis fin novembre les cartes 1954 sont en possession des sections, et au début de décembre de nombreuses cellules commencent leur remise des cartes. 7.000 talons sur un effectif de 18.000 membres sont retournés à la Fédération à la date du 2 février ».

« France Nouvelle » 20-2-54, PLISSONNER, du C.C., établit un premier bilan d'ensemble : « Les résultats de la reprise des cartes 1954 montrent que dans l'application des directives, les tentatives sont encore très timides. Parfois des organisations du Parti se contentent de peu, quelques cellules d'entreprises nouvelles alors qu'il y a des milliers d'usines occupant plus de 50 ouvriers qui n'ont pas d'organisation du Parti et que échappent complètement à son activité. Parmi les adhésions nouvelles transmises au C.C. les ouvriers sont en minorité, et ceux récrutés par les cellules d'entreprises sont encore en plus petit nombre. Si l'on prend des sections comme celles de Clermont-Ferrand, où il y a plus de 16.000 ouvriers pour les seules usines de produits chimiques on constate que la vie du Parti y est très faible ».

∴

Il est bien évident que la section d'organisation du C.C. pourrait, sur la base des données qu'elle rassemble, établir un bilan autrement précis. Le Parti ne vit pas, les cellules d'entreprises ne jouent pas leur rôle, sont désorganisés et ne recrutent pas, la presse ne se vend pas. L'angoisse étreint chaque cadre ouvrier communiste.

Camarades communistes, le problème qui se pose à vous, c'est le sort de votre Parti. Dans la voie tracée par Malenkov-Duclos, celle de la soumission totale aux « Bons Français », il ne restera que ruines du Parti que vous avez contribué à édifier et pour lequel vous êtes prêts à tout donner.

Mécanisme d'un procès truqué : L'affaire Lecœur

LA lecture de « L'Humanité », le 6 mars au matin, a atterré tous les militants communistes. Dans le rapport de Duclos au Comité Central d'Arcueil, ils venaient de parcourir une grande page et demie d'homélies sur la nécessité pour le travailleur communiste de tendre la main au politicien, au général ou au patron anti-allemand. Et tout à coup ils découvraient le pot aux roses : Lecœur, leur secrétaire d'organisation, n° 3 de la hiérarchie du Parti, était condamné comme opportuniste, sectaire, liquidateur, aventuriste, ouvriériste cédant à la pression bourgeoise, etc. Ces qualificatifs contradictoires dansaient devant les yeux des lecteurs de « L'Huma » :

« Ainsi, c'est pour mijoter ce coup qu'on avait reculé la date du Comité Central ? Nous voilà avec une nouvelle affaire Marty sur le dos. Mais qu'est-ce qu'ils ont donc, au carrefour Châteaudun ? La maladie des procès ? »

1.-La méthode d'accusation

Un nouveau procès, oui, et mené par Duclos dans son style si personnel de chasseur de sorcières. Ecoutons-le :

« C'est ainsi que j'en viens à l'examen d'un certain nombre de questions en tête desquelles je veux placer la lettre envoyée aux secrétaires et trésoriers de cellules à l'occasion de la reprise des cartes 1952. Cette lettre de Lecœur constituait une violation caractérisée des principes léninistes d'organisation. »

Voyez-vous, c'était de l'anti-léninisme « caractérisé »!... Mais il a fallu plus de deux ans à Duclos pour s'en apercevoir.

DU RECHAUFFE

En réalité, Duclos a agi comme tous les petits cliquards sans scrupules : il a fouillé ses archives pour y trouver de quoi « monter un dossier » contre l'homme à abattre. Lorsqu'il en sera à une autre phase de son travail, celle de la calomnie grossière, sordide, nous verrons qu'il ne se contentera pas de critiquer Lecœur pour 1951 ou 1952 : il le prendra au berceau. Dans un Parti révolutionnaire, régi par la démocratie prolétarienne, discussions et divergences s'ordonnent en fonction des *perspectives d'avenir* telles que chacun les voit. Dans un Parti bureaucratisé, on appelle discussion le droit, pour le détenteur des leviers de commande, de salir le passé de son adversaire.

Sur quoi Duclos base-t-il son argumentation contre Lecœur ? Sur le propre rapport de Lecœur fait au Comité Central de Drancy, en octobre dernier. Ce rapport était autocritique et très juste sur le fond, nous expliquent Duclos-Billoux. Mais Lecœur a eu deux torts.

Le premier tort est de s'être tapé sur la poitrine à Drancy en disant : « *Nous* sommes coupables. » A vrai dire, Duclos révèle qu'avant Drancy, Lecœur avait présenté un projet de rapport qui fut rejeté par le B.P. Si le rapport modifié fut présenté et adopté au C.C., c'est apparemment qu'il convenait à Duclos et au B.P. ?

Duclos disait à Drancy : « Le C.C a fait une autocritique... Cette autocritique, qui était profitable, n'a cependant pas été complète. Elle avait en effet négligé les problèmes d'organisation. » Et il estimait l'autocritique du C.C. *complétée* par le rapport Lecœur. Donc il acceptait de couvrir les « fautes » de Lecœur il y a quatre mois. Et il le désavoue maintenant. Pourquoi ?

LE COUTEAU SUR LA GORGE

Le second tort de Lecœur, selon Billoux, c'est qu'il « ne pensait pas ce qu'il avait dit dans son rapport ». Car, voyez-vous, même quand on est secrétaire du Parti, il ne suffit pas de *dire* et *faire* ce que Duclos exige, il faut encore le *penser*. Lecœur n'était pas sincère. La preuve ? « Il a dû le reconnaître à une récente réunion du Bureau Politique. » (Sincèrement ?)

L'autocritique, il la faut donc sincère. « Malgré l'aide (!) du B.P., il continue à rester réfractaire à une autocritique franche », dit Billoux. On a rarement vu plus faux-jeton !

Lecœur semble réfractaire, en effet, puisqu'il n'est pas venu à la session du Comité Central. Obligés de le condamner, membres du C.C. et militants du P.C.F. y trouvent un argument à bon marché : « Il était absent sans excuse, moi je ne vois que ça. » Mais il faut voir autre chose. Il faut voir ce qu'est au juste une session du Comité Central. Lecœur lui-même l'avait reconnu au Comité Central de septembre 52 (celui justement qui condamna André Marty), et personne ne l'avait contredit là-dessus : « ON VIENT AUX SESSIONS DU COMITE CENTRAL POUR ENTERINER LA POLITIQUE DU B.P. » Lecœur n'avait donc pas d'illusions sur le rôle du C.C., ni sur sa « discussion ». Ce qui n'empêche pas Billoux de déclarer d'un air mielleux : « Le Comité Central poursuivra la discussion pour convaincre le camarade Lecœur. »

A QUAND LA SUITE?

En fait, la « discussion » prend une drôle de tournure. Ecoutons encore Billoux : « Le camarade Lecœur a reconnu qu'il était enclin à se laisser influencer par les pressions politiques venues de l'extérieur du Parti. Ce fut vrai dans l'été 1952. » Cela veut tout dire, ou rien du tout. Mais on commence à avoir une certaine expérience des formules de ce genre. Des « pressions politiques extérieures » aux « liaisons policières », il n'y a qu'un pas. Billoux prépare soigneusement son terrain. Mais ce n'est pas cela qui éclairera le militant communiste.

Voilà où nous en sommes, et dès la session du Comité Central qui a lancé la bombe. Pourtant, Duclos-Billoux n'oublient pas de doser leurs effets. L'intervention de Billoux porte contre Lecœur des accusations plus fondamentales et plus graves que le rapport du B.P. présenté par Duclos. Et cette intervention n'est publiée que trois jours après le rapport Duclos (le 9 mars). Jusqu'à la malheureuse résolution du Comité Central qui se trouva mutilée, paraît-il, par le metteur en pages de « L'Humanité », le lundi, et dut être complétée le lendemain ! Dans les comptes rendus d'interventions au C. C. (« L'Huma » du 8 mars), la mention « camarade » devant le nom de Lecœur est oubliée très régulièrement une fois sur deux.

Cette succession d'événements obscurs, contradictoires, fait éprouver au militant la sensation constante que quelque part dans les coulisses du P.C.F. se joue un jeu sinistre, totalement étranger à ses aspirations.

R. GARRIVE.

(Suite page 3.)

Des militants communistes écrivent à LA VÉRITÉ

Avec « L'Affaire du Nord », nous avons ouvert dans notre numéro 328 une nouvelle rubrique : DES MILITANTS COMMUNISTES ECRIVENT A « LA VERITE »

Nous rappelons que les lettres et articles publiés n'engagent pas la ligne de notre Parti. Mais « LA VERITE » espère, grâce à cette rubrique, non seulement contribuer à la discussion fraternelle entre militants communistes et militants trotskystes, mais encore susciter parmi les militants du P.C.F. une utile réflexion sur les problèmes de leur classe, de leur Parti et de leur direction.

L'article sur la direction fédérale a été écrit avant la réunion du C.C. du P.C.F. Il n'en garde pas moins tout son intérêt et donne des éléments pour comprendre « l'affaire Lecœur ».

Comment est dirigé le P. C. F.

DANS « France Nouvelle » du 23 janvier paraît un article sur « le rôle dirigeant du Comité Fédéral et ses responsabilités ». Dans cet article l'auteur cite le mauvais exemple de la Fédération des Pyrénées Orientales dont le Comité Fédéral ne s'est pas réuni pendant 5 mois, du 7 juin au 8 novembre 1953.

Qui donc a dirigé le PC dans cet intervalle ? Evidemment le secrétaire fédéral et le bureau fédéral, simple assemblée consultative. Il est vrai que du 7 juin au 8 novembre c'était la période des vacances, il ne s'est rien passé.

Il ne s'est rien passé ainsi que l'avait prévu « le plan de travail du secrétariat du PCF », la preuve :

Le 7 juin on était en pleine crise ministérielle (du 21 mai chute de René Mayer au 26 juin investiture de Laniel) ; une si longue crise ministérielle dont tout le monde causait en France n'intéressait évidemment pas le Comité Fédéral !

Pas plus que la grève générale des PTT, des cheminots, appuyés par les traminots du 5 au 25 août.

Et pas plus que les barrages de paysans sur les routes en septembre et octobre, y compris dans le Languedoc. Il y eut enfin la grève de 24 heures dans l'enseignement le 9 novembre.

Sans parler naturellement de la guerre d'Indochine qui continue. Cette simple énumération de 4 événements extraordinaires dont une grève générale de plus de 15 jours et des barrages de paysans sur les routes n'ont pas réussi à réveiller de sa torpeur le Comité Fédéral !

« France Nouvelle » peut bien écrire, elle ne changera rien.

En effet qui choisit le secrétaire fédéral ? Le Secrétariat du Parti qui désigne en même temps (désigne) le Bureau Fédéral et la plupart des membres du Comité Fédéral. C'est très simple on met au Bureau et au Comité tous les permanents et il y en a (syndicats-journaux-UFF-Jeunesses-France-URSS, etc., etc.) Dans ces conditions les dirigeants départementaux du Parti étant nommés par en haut sont des fonctionnaires approuvant automatiquement tout ce qu'en leur demande et applaudissant en cadence quand il y a lieu. C'est pour cela que cette caste formée de permanents (quoiqu'en général mal payés) se moquent de ce qui se passe à côté d'eux, même si c'est la grève générale des PTT et des Cheminots. L'auteur de l'article de « France Nouvelle » est un exemple typique, Jeunnès commis des douanes à Marseille et qui dès son plus jeune âge devint un grand fonctionnaire de la Jeunesse, puis du Comité Central où il est le bras droit de Billoux à l'éducation.

Conclusion, bien des cadres du PCF sont coupés de la vie parce qu'ils ne sont que des fonctionnaires nommés par en haut, des bureaucrates.

Ce qui est grave et ce qu'il faut faire savoir c'est qu'un tel article est un aveu éclatant du régime du PC. Pourquoi faut-il rappeler leurs devoirs à des membres du Comité Fédéral ? Parce qu'ils ne se considèrent pas comme des dirigeants, parce qu'ils savent qu'ils ne sont que des pions.

Ainsi Rosa Luxembourg avait raison en dénonçant la gravité d'une constitution autocratique du Parti donnant en fait tous les pouvoirs au Secrétariat. C'est constituer un conservatisme réactionnaire qui devient la règle du groupe dirigeant le Parti pour des intérêts qui ne sont pas ceux des travailleurs.

C'est la grande leçon à tirer de cette histoire.

P. S. « Le Travailleur Catalan » hebdomadaire de la Fédération Communiste des P.O. reprend l'article de Jeannes sous le même titre (numéro du 30 janvier). C'est naturellement un charabia incompréhensible avec citations répétées de Thorez, etc., on va même jusqu'à conseiller « l'étude de l'article de Iakovlev » (que personne ne connaît), l'article charabia convoque pour le 21 février le Comité Fédéral pour... étudier son rôle dirigeant !

On reste confondu devant tant d'énergie perdue inutilement.

VAIDI.

Belles références...

Quelques-uns des Bons Français qui sont contre la CED, et que J. Duclos déclare vouloir amener et soutenir au gouvernement. (1) Ils ont voté avec Edgar Faure contre l'augmentation des salaires le 16 février 1954. Le 9 mars 1954 ils ont voté avec Bidault pour la continuation de la guerre d'Indochine :

Indépendants :	R.P.F.
PIERRE ANDRE	BARRES
JACQUES BARDOUX (2)	PIERRE DE GAULLE
JOSEPH DENAIS	KOENIG
LOUSTAUNAU-LAUCAU	LEON NOEL
PIERRE MONTEL, etc...	SOUSTELLE (3), etc...

Quelques-uns des « Démocrates » qui avec Guy Mollet sont pour la CED et avec qui il est prêt à constituer un gouvernement de front démocratique et social. Ils ont voté avec E. FAURE contre l'augmentation des salaires, et avec BIDAULT pour la continuation de la guerre d'Indochine :

Radicaux :	M.R.P.
JEAN-PAUL DAVID	TEITGEN
HENRI QUEUILLE	DE CHEVIGNE
RENE MAYER, etc...	COSTE-FLORET, etc...

Pour défendre les intérêts impérialistes de leur classe contre les masses laborieuses, tous les partis de la bourgeoisie, Indépendants, RPF, Radical, etc, font l'unité.

Les partis ouvriers PS et PCF doivent réaliser le Front Unique contre la bourgeoisie pour défendre les intérêts des travailleurs.

(1) « La lutte contre la CED demeure donc au premier plan de nos préoccupations et de nos objectifs de lutte ». (Duclos C.C. d'Arcueil 6-3-54.)

(2) Pour qui les députés PCF ont voté à la Commission des Affaires Etrangères.

(3) Pour qui « L'Humanité » fait de la publicité, par exemple, le 10 mars à l'occasion d'un meeting qu'il tient avec d'autres gaullistes, le réactionnaire Louis MARIN, etc.

Numérisation CERMTRI

Mécanisme d'un procès truqué

(Suite de la page 2.)

2. - Des principes d'organisation

Duclos brandit la massue des « principes léninistes d'organisation » pour accabler Lecœur, qui les aurait méconnus. Mais regardons d'un peu plus près.

En dehors d'un bavardage sentencieux et insipide, Duclos n'apporte dans ce domaine, au dossier d'accusation contre Lecœur, aucun élément autre que ceux déjà fournis par Lecœur lui-même dans son rapport à Drancy et dans son article des « Cahiers du Communisme » de janvier (« La lutte pour les principes léninistes d'organisation dans le PCF »).

LES CARTES

De quoi s'agit-il ? Encore de cette fameuse circulaire consacrée à la reprise des cartes pour 1952, où Lecœur « poussait à la vente » des cartes et au placement des timbres en abandonnant pratiquement toute condition de militantisme pour l'appartenance au Parti. (Dans le même temps, le secrétariat d'organisation officialisait l'encaissement des cotisations à *domicile*.) Lecœur a déjà dit là-dessus, à Drancy et dans les « Cahiers » tout ce qu'il avait à dire (« Conception anti-léniniste », etc). Duclos n'a rien a en dire de plus à Arcueil.

Et on le comprend ! Car la seule chose que Duclos devrait ajouter, c'est que *la pratique du recrutement sans exigence de militantisme est la pratique courante des responsables du Parti à tous les échelons depuis des années, et qu'à mesure que se creuse la crise du Parti elle est rendue plus nécessaire pour masquer la chute des effectifs réels.*

La résolution de Drancy avait promis d'enrayer ce phénomène. Et Plissonnier avait solennellement placé la reprise des cartes 1954 « sous le signe de la résolution de Drancy » et du léninisme retrouvé. La condamnation de Lecœur sur la base des mêmes faits vient prouver que, cette année encore, la situation n'a pas pu être redressée.

Mais on n'a pas *voulu* la redresser non plus. La preuve, c'est Duclos qui nous la donne, quelques minutes après avoir lancé ses foudres contre l'antiléniniste Lecœur : « Les militants du Parti veilleront à ce que la correction des erreurs ne les amène à tomber dans une autre erreur, qui consisterait à écarter du Parti des camarades n'ayant pas manifesté une grande activité dans la dernière période. » Nous y voilà. Toute cette histoire, le léninisme, les grands mots, c'était du vent, n'est-ce pas Duclos ? Il s'agissait d'enfermer Lecœur, et ensuite de reculer très vite, de peur que les militants n'appliquent les dangereux « principes » ?

Duclos nous prouve ainsi qu'il s'accommode très bien, dans la pratique, des mœurs d'organisation social-démocrates (10 cotisants, 2 militants), *parce qu'une masse inerte d'adhérents « en pantoufles » est pour les hommes de l'appareil la protection idéale contre une insurrection de la base militante.*

Dans un bel élan, Duclos poursuit son réquisitoire : « L'orientation qu'il donnait au recrutement négligeait volontairement le problème du renforcement du Parti dans les entreprises où de nombreux ouvriers sont prêts à venir rejoindre nos rangs. » Ainsi, les ouvriers voulaient bien, et c'est Lecœur qui ne voulait pas ?

Si l'organisation du Parti dans les entreprises traverse sa plus terrible crise, c'est parce que Lecœur avait péché. Tout ira donc mieux à l'avenir, Duclos nous l'assure.

LA « DOUBLE DIRECTION »

Une autre machination de Lecœur contre le travail d'entreprise, paraît-il, était celle des *instructeurs politiques* de cellules. Ces escouades d'instructeurs formaient, nous sommes bien d'accord là-dessus, une institution aussi peu démocratique que possible. Mais ce qui chiffonne Duclos, c'est surtout la « *tendance très nette de la section d'organisation à se dresser comme un écran entre la direction du Parti et les Fédérations, une tendance à tenter de promouvoir des cadres fédéraux en dehors de la direction du Parti. Tout cela visait en définitive à faire de la section d'organisation un organisme se substituant à la direction du parti* ».

Tout ceci fournit peut-être une description assez fidèle du rôle et de l'expansionnisme bureaucratique de la Section d'Organisation. Mais ce que Duclos défend contre la S.O., ce n'est pas l'initiative et les droits, par exemple, des directions fédérales ; c'est uniquement le droit de contrôle *super-bureaucratique* de son appareil personnel, la prééminence des « délégués du Comité Central » sur les « délégués de la S.O. ». La S.O. écumait et terrorisait les Fédérations ? Fort bien, dit Duclos. Mais qu'elle apprenne à être terrorisée elle-même par un autre réseau d'hommes de confiance, dirigée par Servin et dont la mission est précisément d'assurer la domestication intégrale du P.C.F.

LE « CENTRALISME DEMOCRATIQUE »

Cette conception, Duclos-Billoux l'affichent avec un parfait cynisme. « Il a fait élire, sans en aviser le Secrétariat, dit Billoux, un instructeur d'organisation membre d'un Comité de section, dans une Fédération, avec la perspective que cet instructeur deviendrait le secrétaire fédéral ». Que Paris « fasse élire » par ordre, y compris les simples membres d'un Comité de Section, Billoux ne trouve cela que trop normal. Mais si l'affaire ne passe pas par le secrétariat, holà !

Et Duclos souligne : « On peut imaginer que, dans de telles conditions, la mise en place de certains cadres était envisagée par le secrétaire d'organisation davantage sur le plan d'affinités et de préoccupations personnelles que sur le plan de la fidélité au Parti. » MISE EN PLACE !

La formule, c'est l'homme. Duclos montre là son vrai visage : celui du bureaucrate repus, cynique et fourbe...

Quelques instants après, M. Jacques Duclos entamait sa péroraison consacrée au « respect du centralisme démocratique ». Puis, M. François Billoux se déclara offusqué par le régime Lecœur qui dans le Parti « remplaçait la conviction par le commandement ». Ce fut là, à Arcueil, l'apogée des « principes léninistes d'organisation ».

3. - Le Parti et les masses

Lecœur, paraît-il, définissait la tâche de la section d'organisation comme suit : « Assurer les rapports politiques entre le Comité Central, les Fédérations du Parti *et les organisations de masse.* » Il était donc considéré comme normal, et à coup sûr pas seulement par Lecœur, que les organisations sans-Parti (essentiellement C.G.T. et Union de la Jeunesse) soient soumises aux directives politiques du Parti. Sur ce point encore, le désaccord de Duclos ne concerne pas la méthode des ordres bureaucratiques, mais seulement la petite question : *de quel bureau* du Carrefour Châteaudun émaneront ces ordres ?

DANS LES SYNDICATS

On sait qu'effectivement, dans les syndicats C.G.T., une couvée de jeunes « lecœuristes » a vu le jour ces dernières années et s'est poussée souvent jusqu'aux plus hautes fonctions, y montrant en général un sens de l'unité d'action et de la démocratie syndicale très rudimentaire.

Toujours est-il que beaucoup de rancœurs se sont amassées parmi les militants syndicaux communistes comme suite au maniement bureaucratique des responsables C.G.T. par l'appareil de leur Parti. Qu'ils ne prennent pas pour argent comptant la critique faite par Billoux contre Lecœur d'avoir entretenu « une conception fausse des rapports du Parti avec les autres organisations démocratiques ».

La « conception » de Mauvais, quand il s'est fait parachuter tout droit du Bureau Politique au Bureau Confédéral C.G.T., était-elle juste ou fausse ? Qu'elle s'appelle Mauvais ou autrement, cette conception risque de survivre à Lecœur.

CHEZ LES JEUNES

Une critique de même ordre est portée contre Lecœur, dans l'intervention de Billoux, en ce qui concerne l'attitude vis-à-vis de l'U.J.R.F. : « Le camarade Lecœur ne voyait pas l'importance décisive de grandes organisations démocratiques de la jeunesse comme l'U.J.R.F. et l'U.J.F.F. luttant d'une façon indépendante pour leur propre programme. »

C'est facile à dire. Mais qu'entendent, traditionnellement, les dirigeants du P.C.F. par « indépendance » et « programme propre » ? Simplement le refus de considérer l'organisation de Jeunesse comme *communiste* par son programme, ses méthodes, son style de travail — l'obligation pour elle de se cantonner à un rôle *républicain*. Ce qui n'a pas empêché l'établissement de la tutelle la plus étouffante des organismes du Parti sur ceux de l'U.J.R.F. à tous les échelons, depuis le Bureau National jusqu'aux bureaux de cercle. C'est la faute à Lecœur ? Laissez-nous rire. Que Raymond Guyot dise plutôt ce qu'il en pense.

Le procès intenté à Lecœur sur les problèmes de la Jeunesse est d'une mauvaise foi évidente pour quiconque a gardé en mémoire la position prise par lui en 1951 face à Roger Garaudy dans la discussion « Jeunesse Communiste ou U.J.R.F. ». Face à Garaudy, Lecœur défendit fidèlement le point de vue bureaucratique d'un mouvement de jeunesse soi-disant large, indépendant *de nom*, ligoté pieds et poings en fait à l'appareil du Parti ; et c'est toujours cette conception qui inspire l'activité du P.C. et celle de l'U.J.

CHEZ LES INTELLECTUELS

Rien n'allait non plus dans les rapports du Parti avec les intellectuels tels que les établissait Lecœur, nous expliquent Duclos et Billoux. Il est bien vrai que Lecœur avait été éduqué à l'école du « réalisme socialiste » et de « l'esprit de Parti en art ». Il pensait que le secrétaire d'organisation du Parti pouvait et devait régenter les problèmes de peinture, philosophie ou poésie. Mais, n'avait-il pas à sa décharge l'illustre précédent de Staline ? En tout cas, quand André Stil triomphe à ses dépens et « rappelle comment, dans son activité littéraire, il a dû se défendre contre des positions d'Auguste Lecœur », il n'arrive pas à nous apitoyer.

La condamnation des incursions de Lecœur dans le domaine de la culture traduit-elle une libéralisation de la politique culturelle du P.C.F. ? *Oui, dans la mesure où le P. C. F. veut désormais éviter de froisser la susceptibilité des milieux intellectuels et artistiques petit-bourgeois dont il cherche l'alliance.*

Mais il conservera toujours sous la main son chien de garde Aragon, que les bureaucrates considèrent comme un artiste mais que les artistes considèrent seulement comme un bureaucrate.

4 - Front ouvrier et front national

Alors que Duclos dans son rapport ne dit rien à ce sujet, c'est Billoux dans son intervention qui lance contre Lecœur l'accusation :

« Le camarade Lecœur a défendu, contrairement à l'opinion de la direction du Parti, que l'unité syndicale des mineurs devait être réalisée dans la C.G.T. »

L'UNITE D'ACTION

Nous touchons ici à un point essentiel. Les lecteurs de LA VERITE n'ont pas besoin d'une longue démonstration pour être convaincus qu'en effet Lecœur, pendant des années, a défendu l'idée de « l'unité dans la C.G.T. », au mépris de l'unité d'action ouvrière, et ceci pas seulement chez les mineurs. Mais là encore, si grande que soit la responsabilité encourue par Lecœur, on comprend mal comment « la direction du Parti » a pu être pendant si longtemps opposée à la ligne Lecœur et incapable de faire triompher sa prétendue « opinion ».

En réalité, le rejet de l'exclusivité de la faute sur Lecœur sert à Duclos, à la fois à effacer le passé et à briser la résistance des militants syndicaux attachés à la « ligne Lecœur » anti-unitaire.

Ces militants existent, et nombreux, parmi les cadres et la base du P.C.F. ! De bons militants, par haine de tout ce qui est réformiste et social-démocrate (y compris dans leur propre Parti !) ont souvent pris une attitude négative face aux tâches de l'unité d'action ouvrière. Ils avaient une excuse : c'est d'avoir été trop souvent échaudés par les « politiques d'union » de leur Parti. On croyait tendre la main à l'ouvrier socialiste... et on se retrouvait dans les bras du patron. Tel était, tel est encore le point de vue de nombreux ouvriers et responsables communistes.

Mais, si nous voulons savoir *contre quel courant* frappe Duclos, le meilleur moyen est de voir quelle politique il veut faire entrer en application. Comment conçoit-il l'unité d'action, lui, par opposition à Lecœur, dans la première partie de son discours ? Il donne deux formules différentes de l'unité d'action.

La première, c'est celle des comités d'unité d'action *à la base*. Pas un mot n'est dit de la nécessité également de comités paritaires engageant dans l'action, sous le contrôle de la base, l'ensemble des organisations syndicales. Mais à quoi revient, par conséquent, cette formule ? Dans 90 % des cas, qui dit « comité à la base » seulement dit en pratique « unité dans la C.G.T. » comme Lecœur), dit une phrase creuse et consacre *l'isolement* de la C.G.T.

LES COMITES DE PAIX

La deuxième formule Duclos pour « l'unité d'action » dans son rapport d'Arcueil, révèle la nature profonde des phrases unitaires prodiguées maintenant par la direction du P. C.F. :

« *Il est du devoir de tous les communistes de participer activement, aux côtés des patriotes de toutes origines et de toutes opinions, à cette collecte de signatures (contre le réarmement allemand) en mettant tout en œuvre pour constituer des comités de la paix, tant dans les entreprises que sur le plan local.* » Et docilement, le 10 mars, le Bureau Confédéral C.G.T. se plie à cette consigne et lance le mot d'ordre de constitution des Comités de Paix dans les entreprises. Voilà donc quel était le but des récentes initiatives unitaires dans les syndicats et les entreprises : *fournir une base plus large que celle de la C.G.T. à la campagne de signatures contre le réarmement allemand!*

Les réalisations ? Il y en aura peu, tant cette manœuvre répugne au sens de classe des militants ouvriers communistes. Chez Rateau, à La Courneuve, cependant, à peine connue la ligne du Comité Central, la cellule Maurice Thorez s'est précipitée. Regroupant en hâte autour d'elle un ou deux militants C.G.T. ou « progressistes », elle a lancé un appel aux travailleurs de chez Rateau : Souscrivez à l'appel des « 22 » contre le réarmement allemand. Les 22, qui appellent à fleurir « nos morts des deux guerres » sur les Champs-Elysées le 13 mars et pour qui « L'Humanité » bat les tambours, on les connaît bien: ils ont nom Herriot, Daladier, Soustelle, Michelet, l'abbé Pierre (d'ailleurs revenu sur sa signature), et autres personnages représentatifs ! En réalité, Duclos pouvait-il inventer un moyen plus raffiné de détruire la cellule Maurice Thorez, de piétiner le travail d'entreprise, de liquider le Parti chez Rateau ?

Voilà la nouvelle version de l'unité d'action selon Duclos. Sur cette « unité d'action »-là, les travailleurs communistes conscients votent *contre* des deux mains, et ils ont raison. Lecœur aussi avait dû voter contre : Duclos le brise et, exhibant son œuvre, espère bien briser du même coup la résistance ouvrière dans le Parti Communiste.

LE PARTI, FORCE D'APPOINT DE LA BOURGEOISIE

Mais, dira-t-on, vous inversez les rôles ! Est-ce que ce n'est pas Lecœur qui a « pataugé dans l'opportunisme », tenté de « transformer notre Parti en une force d'appoint de certaines formations politiques de la bourgeoisie » ? Duclos-Billoux le disent, oui. Mais ce sont eux qui inversent les rôles, pour tricher, pour tromper les militants communistes. Un peu de réflexion suffit à le prouver.

Tout d'abord, comment peut-on à la fois être le partisan des *actions violentes contre la bourgeoisie*, du type de l'action du 12 février 1952 dont Billoux fait aujourd'hui le reproche à Lecœur, et le partisan de la liquidation dans les formations bourgeoises ? Cette accusation est évidemment une falsification éhontée. Falsification aussi que toute la tentative Billoux pour faire endosser à Lecœur la responsabilité du 12 février. Billoux affirme : « Au lieu de permettre une critique sévère, le camarade Lecœur a fait en sorte (?) que cette question ne vînt pas à la session du Comité Central au lendemain du 12 février 1952. » C'est faux ! La preuve, la voici : « Le Bureau Politique a décidé quatre fois que *Léon Mauvais et Raymond Guyot* présenteraient une analyse du mouvement du 12 février 1952. Au moment où j'ai été relevé du B.P., le 23 octobre, ce n'était pas encore fait », témoigne André Marty, de façon irréfutable, dans la fameuse brochure contenant ses « Trois Lettres ». Alors ? Alors, si la déclaration de Billoux a un sens, c'est celui que MAUVAIS ET GUYOT ETAIENT LES INSTRUMENTS DE LECŒUR ! Qu'il le confirme vite, ou qu'il reconnaisse son mensonge.

Allons plus loin. Existe-t-il un texte de Lecœur, une simple déclaration privée, un simple geste de sa part, que Duclos puisse donner comme signe de la tendance liquidatrice et capitularde de Lecœur ? Il n'en donne pas un seul ! Cherchons donc par nous mêmes cette tendance capitularde. Nous lisons dans le rapport Duclos à Arcueil :

« *Dans le rapport présenté à la dernière session du C.C., nous avons cité les grandes lignes d'un programme de gouvernement qui avait été élaboré par un radical et, pleinement conscients du fait que rien ne peut être changé sans le concours de notre grand Parti, nous disions à ce propos et nous pouvons le répéter aujourd'hui : Ce programme n'est ni notre programme final, ni notre programme immédiat. Mais... nous déclarons nettement et avec force que nous sommes prêts à soutenir un tel programme et à voter pour un gouvernement qui s'engagerait à le faire sien et à travailler à sa réalisation.* »

Renoncer à son programme final, et même par-dessus le marché... à son « programme immédiat », apporter simplement son « concours » et ses votes à un radical parce qu'ils

(Suite page 7.)

RESISTANCE OUVRIERE à la ligne Malenkov-Duclos

L'ELIMINATION de Lecœur, dont on lira par ailleurs la signification politique, met à nu la profonde crise qui secoue le PCF du haut en bas de son organisation. Chaque militant du PCF se demande avec angoisse : « Où tout cela mène-t-il ? Que va-t-il rester du Parti », de ce Parti, pour lequel il donne le meilleur de lui-même parce qu'il estime qu'il est le Parti de la Révolution.

⁂

Les exigences de l'orientation Malenkov-Duclos impliquent la liquidation de toute action autonome de classe. Accentuant la ligne du Rassemblement des Bons Français au C.C. du 5 et 6 mars 1954, Duclos déclare :

« Les communistes ne manqueront pas d'être aux côtés des patriotes de toutes opinions, parmi les plus ardent organisateurs... ils participeront activement à toutes les actions contre la CED organisées par tel ou tel groupement ». Dans ce numéro de « LA VERITE » nous dressons une liste partielle des « patriotes » avec qui les « communistes » doivent « ardemment » travailler. Elle va du pétainiste cagoulard Loustaunau-Lacau au fusilleur Daladier.

Jacques Duclos ne manque pas de relever que ce rapprochement avec nos braves « patriotes » soulève de multiples t larges réticences parmi les ouvriers du PCF. Au C.C d'Arcueil, le 5 mars, il note :

« Est-ce que la volonté d'unité ouvrière et de large union de tous les Bons Français a été bien comprise et traduite en actes par militants et organisations du Parti ? » A cette question Duclos répond négativement :

« L'examen des faits doit nous faire penser surtout à ce qui aurait pu être fait dans ce domaine (lutte contre la CED), si notre Parti avait été dominé par le souci de consacrer les plus grands efforts ».

Chaque orateur qui se succédera à la tribune du C.C. révélera dans un langage diplomatique la résistance ouvrière à cette orientation.

ILLANTE : « Si les militants se déclarent d'accord avec les décisions du C.C. concernant l'élargissement du rassemblement des Français contre la CED, dans la pratique, des relents de sectarisme font qu'on manque de hardiesse dans ce sens ».

GASTON VIENS : « Cela indique les immenses possibilités à condition que nous travaillions mieux ».

A la lumière de la campagne électorale de Seine-et-Oise, VANDEL estime que les organisations du Parti ne mettent pas assez la bataille contre la CED au centre de toutes les questions ».

Enfin VOGUET « indique que des réticences subsistent dans le Parti, à Paris, quant à l'explication de la politique définie à la dernière session du C.C. à propos de l'union nécessaire de tous les Français quels qu'ils soient ».

Ainsi les dirigeants du PCF admettent eux-mêmes que les militants du Parti exercent une résistance à l'application d'une ligne qui vise à intégrer la classe ouvrière française dans le Rassemblement des Bons Français sous la direction des pires ennemis des travailleurs, les Soustelle (RPF), Daladier (radical), Bardoux (indépendant), etc...

Cette résistance, Malenkov-Duclos tentent de la briser. Car ils cherchent avant tout à démontrer à la bourgeoisie qu'ils sont prêts à payer l'« unité nationale » de la soumission totale du PCF.

⁂

L'expérience des révolutions yougoslave et chinoise a démontré que dans certaines conditions des partis communistes ayant une base de masses peuvent rompre avec l'orientation contre-révolutionnaire du Kremlin.

En France, s'il semble exclu de voir le PCF dans son ensemble suivre la voie des partis communistes yougoslave et chinois, la montée révolutionnaire qui largement s'est exprimée en août 1953, crée une situation où les cadres ouvriers révolutionnaires organisés dans le PCF sont poussés à développer une ligne de classe contre la politique imprimée par la direction. Ce qui représente un danger immédiat de voir l'avant-garde communiste des travailleurs français d'échapper au contrôle du Kremlin.

C'est pour tenter de parer à une telle éventualité que Malenkov-Duclos en arrivent à des mesures directes de désorganisation du PCF.

V. ROUSSEL

AUX ELECTIONS DE SEINE-ET-OISE

Votez A. Stil !

Il y a eu plus de deux cent mille abstentionnistes (44 %), répartis semble-t-il parmi toutes les classes sociales, au premier tour de l'élection partielle de Seine-et-Oise (1e circ.), destinée à remplacer le gaulliste Diethelm.

C'est André Stil, candidat du Parti communiste, qui vient très loin en tête de ce ballotage avec près de 98.000 voix, la candidate MRP étant seconde avec 29.000 ! A. Stil, avec 19.000 voix de moins qu'en 1951, passe pourtant de 32,4 à 38,6 %. La presse bourgeoise veut appeler cela un échec. Mais il suffit de lire ses commentaires inquiets sur le second tour en préparation pour comprendre que l'élection de Seine-et-Oise traduit en réalité l'échec, non du Parti Communiste, mais du régime bourgeois et et ses partis, dont pas un seul n'a pu recueillir plus de 11 % des suffrages, et dont le parti vainqueur en 1951, le RPF, s'est vu diviser entre trois candidats qui, ensemble, n'ont recueilli que 20.000 voix !

Par contre, il apparaît qu'une *majorité absolue* s'est portée sur les listes ouvrières (ou présentées comme telles). Ceci indique clairement le devoir des électeurs ouvriers : voter A. Stil au deuxième tour !

N. B. — Mme Michèle Mestre, qui se présentait en usurpant le nom du Parti Communiste Internationaliste, arrive dernière des 18 candidats, avec 900 voix (0,3 %). En 1951, où elle représentait effectivement notre Parti et nos idées, elle avait obtenu 5.736 voix. Il faut voir, dans cet échec cuisant de Mme Mestre, une nouvelle preuve de la maturité politique des électeurs révolutionnaires de Seine-et-Oise. Ils jugent d'abord, non d'après le nom du candidat ou l'étiquette de Parti, mais d'après le contenu du programme présenté: dans celui de Mme Mestre, ils n'ont pas vu la justification d'une candidature distincte de celle d'André Stil.

Numérisation CERMTRI

De notre correspondant aux U. S. A.

Les ouvriers de chez Ford contre les partis bourgeois

New-York, le 25 février.

AUX Etats-Unis la menace du chômage devient de plus en plus grave. L'optimisme officiel du gouvernement semble de plus en plus faux. Les masses ont des appréhensions de plus en plus grandes quant à l'évolution économique... Mais jusqu'à présent, Reuther, président des syndicats CIO, hésite à lancer le mot-d'ordre des « 30 heures de travail payées 40 » qui seul serait en mesure de montrer la voie dans la situation actuelle.

La section 600 du syndicat de l'auto, représentant les ouvriers des gigantesques usines Ford à Détroit, la section d'usine la plus forte et une des plus militantes du mouvement syndical américain vient de proclamer par exemple que le CIO ne doit pas rester à la traîne au moment où même le dirigeant du syndicat assez conservateur des travailleurs du vêtement féminin (AFL), David Dubinsky, a obtenu dans plusieurs conventions collectives la semaine de 35 heures payées 40. Carl Stellato, dirigeant de la section 600 des travailleurs de l'auto, demande que les syndicats s'unissent derrière le mot d'ordre des 30 heures.

Reuther aimerait attendre jusqu'aux élections parlementaires de novembre avant de lutter activement contre le danger. Stellato lui répond dans un article, publié en janvier dans le journal des ouvriers de Ford : « Nous savons que les élections auront lieu dans onze mois. Est-ce que cela signifie que nous oublions la lutte pour le pain pendant onze mois ? Je dis NON Stellato — et ceci est particulièrement important — se rend compte du rôle des partis bourgeois, tandis que Reuther et les autres bureaucrates prétendent que cela ira mieux si l'on vote pour les démocrates. Après avoir souligné que les travailleurs ne peuvent rien attendre du Parti Républicain de Wilson, Hoover et Mc Carthy, il continue : « Et certainement nous ne pouvons pas croire que les démocrates résoudront nos problèmes. Sous le gouvernement démocrate, nous avons vu l'introduction des lois Smith, Taft-Hartley, McCarran-Walter et McCarran par les démocrates à Washington. Soyons honnêtes. Nos problèmes ne seront pas résolus par les démocrates ou les républicains ».

Le syndicat des travailleurs de Ford a exprimé à plusieurs reprises son désir de voir fonder un grand Parti ouvrier basé sur les syndicats. Et en effet, c'est là le seul moyen de combattre la crise et le fascisme, dangers très réels qui se profilent à l'horizon américain. Stellato insiste sur la nécessité de l'action politique, sachant que la seule action syndicale est insuffisante ; ni l'apolitisme, ni la propagande démocrate à la Reuther-Dubinsky ne profitent au prolétariat des USA.

La section 600 représente encore une minorité du mouvement syndical. Mais sa voix n'est pas négligeable. Elle trouvera très probablement un écho dans d'autres organisations ouvrières. Le spectacle offert par le parti bourgeois est, en effet, en ce moment, encore moins rassurant que d'habitude : même l'Armée, chère au Président Eisenhower, n'est plus protégée contre les attaques de McCarthy. Le ministre de la guerre Stevens vient de capituler devant le sénateur fasciste, après avoir été abandonné par le Président qui se cacha lâchement à Palm Springs (Californie) pendant la brève lutte qui opposa McCarthy à Stevens et au général Zwicker. Ce n'est pas l'une ou l'autre couche de la bourgeoisie qui mettra fin au maccarthysme, aile droite du capitalisme. Il faut préparer la contre-offensive politique et économique de la classe ouvrière.

RALPH CARLTON.

Un lecteur allemand nous écrit

La nouveauté essentielle de la Conférence de Berlin est le début d'une période de diplomatie secrète, ainsi que le rapportent de l'ancienne capitale de l'Allemagne divisée les envoyés spéciaux de la presse occidentale. Affranchis de leurs soucis propagandistes, les quatre grands ont abordé enfin, toutes portes closes, l'examen des problèmes fondamentaux. Un clignement d'yeux caché de M. Bidault, mal dissimulé, un optimisme sur les lèvres de M. Foster Dulles, un pli soucieux sur le front de Molotov, sert à des centaines de journalistes, à tout un monde d'hommes aux espérances naïves, d'indice unique pour savoir qui paraît l'emporter dans les démêlés pour rallier les esprits de soixante-cinq millions d'Allemands.

A ce moment, ces messieurs sont encore en plein « tête-à-tête » intime, leurs conversations sont secrètes. Et à leurs seuls domestiques assermentés (qui débarrassent leurs restes de champagne et de caviar), monte au nez quelque chose comme une odeur de compromis pourri. Les peuples du monde ne sentent encore rien. Endormis par des communiqués d'apaisement adroitement dosés, ils savent que des escadrons de police aux évolutions savantes sont rangés devant la porte.

. . . . . .

Il n'est pas un peuple du monde qui suive avec un plus vif intérêt les négociations des « grands magiciens » de Berlin, que la population de la République Fédérale allemande.

La République de Bonn repose sur les coussins douillets de l'économie capitaliste et les lauriers frais du soulèvement de juin, que d'autres firent à sa place. Elle tourne, satisfaite d'elle-même, le bouton de la radio, et apprend avec calme que tout se déroule comme il était à prévoir.

Mais qu'y avait-il à craindre pour elle ?

Ni plus ni moins qu'une descente dans la rue de l'ouvrier de l'Allemagne de l'Ouest, de l'employé, du paysan et de la ménagère, du réfugié, du chômeur et de la jeunesse, pour crier aux oreilles du monde entier — comme le firent leurs compatriotes opprimés en Saxe et à Berlin-Est en juin — : « Nous voulons une Allemagne réunifiée, une Allemagne libre ! Nous resterons dans la rue jusqu'à ce que vous, à Berlin, reconnaissiez notre droit de décider nous-mêmes de notre destin. »

. . . . . .

Cent vingt délégués de l'Union Fédérale pour la défense passive discutent à nouveau à Wurzburg de guerre aérienne, d'évacuations, de tranchées et de casemates ! Dommage, gémissent les experts, que les anciennes aient été détruites récemment. Aujourd'hui, la plaisanterie coûte un milliard net. Capital de départ.

Du programme de construction de 1954, on sorti aussi 50.000 logements. Heureusement que les caves des autres demeurent debout. Les loyers, établissent les experts derrière leurs portes closes, n'ont besoin d'augmentation que de 4 à 8 % ; chacun aura à nouveau son propre lit de camp et son masque à gaz personnel — sous la terre. Est-ce que tout cela n'était pas à prévoir ? Est-ce que tout cela ne va pas de soi.

Les futurs responsables fédéraux de la défense passive, à Wurzburg, ont beaucoup de rapports avec les grands maîtres de la politique mondiale, à Berlin. Aussi longtemps qu'il y a des bombes, ont a besoin de défense passive, affirment les délégués de Wurzburg. Aussi longtemps qu'il y a des négociations secrètes, leur rétorquons-nous, il n'est pas de liberté, il n'y a pas de démocratie véritable !

. . . . . .

Le public du monde libre a le droit de savoir ce qui se passe derrière ces portes, de savoir en quels termes on envisage son destin, mais il n'a ce droit qu'aussi longtemps qu'il est capable de l'exercer. A bas les coussins douillets ! A bas la radio « semeuse d'illusions » ! Nous devons frapper à ces portes avec des barres de fer ! Dans ces conditions seulement subsiste l'espoir de notre liberté. Que n'arrive que ce que veut le peuple : ni guerre ni diplomatie secrète, ni défense passive ni huis clos !

L. M.

De notre correspondant en Italie

La crise du régime bourgeois

I. — Aucun des problèmes nationaux n'a été résolu

CES jours derniers, au Senat de la République, après un long et accablant débat, le nouveau gouvernement Scelba a obtenu la majorité avec un faible écart de voix (121 pour, 110 contre, 2 abstentions). Un jugement sur la nouvelle formation gouvernementale ne peut être porté qu'après une série de remarques sur les récents événements, plutôt confus à vrai dire, de la politique italienne.

On dirait vraiment que l'Italie, après six ans de stabilité gouvernementale basée sur un bloc des 4 partis du Centre (démocrates, socialistes-démocrates, libéraux, républicains) est précipitée, depuis les élections de juin de l'année passée, dans une ère de déséquilibre politique intégral que les hommes, les institutions et les programmes de la démocratie bourgeoise tentent vainement de dominer mais dans lequel ils se noient.

Le 7 juin, les couches dirigeantes de la bourgeoisie italienne voulurent stabiliser une fois pour toutes leur pouvoir politique par une loi électorale qui devait assurer au 4 partis gouvernementaux du centre 65 % des sièges au Parlement ; il fallait réunir ensemble les 50 % des voix + 1 : mais tout alla à rebours. L'ampleur du mécontentement répandu dans le pays après 6 ans de mauvais gouvernement, qui n'a résolu aucun des problèmes nationaux tragiques, joint à la vigoureuse campagne de la gauche contre « la loi-fraude », mais aussi l'affirmation d'une droite monarchiste et néo-fasciste trouvant sa force dans la réaction anti-démocratique et anti-prolétarienne dans les couches agraires et industrielles les plus réactionnaires, les firent se tromper entièrement. Le bloc du centre obtint seulement 49,8 % des voix, l'assignation des sièges se fit suivant le vieux système proportionnel, et les rancœurs, les mécontentements, les rivalités, retenus depuis des années, éclatèrent. Les problèmes insolubles, en premier lieu celui du chômage — aujourd'hui encore il y a 2.200.000 chômeurs, presque 8 % de la population active — se manifestent dans toute leur force.

Personne ne veut plus entendre parler de la politique du centre : les compromis laborieux entre les directions opposées politiquement et économiquement, qui s'accordent en définitive dans un perpétuel renvoi d'une quelconque politique sérieuse, qui reculent la base pour un assainissement de la situation économico-extérieure, signifient le retour de l'Italie au petit satellite sans importance et sans aucune initiative politique, ont vivement mécontenté tout le monde. A la nouvelle Chambre, une tentative de Gasperi (président du conseil depuis 1945) de reprendre sa politique du centre avec un gouvernement des seuls démocrates-chrétiens, échoua piteusement. Et est alors que s'ouvrit le débat qui a duré jusqu'à la veille de l'investiture du nouveau gouvernement actuel. Le centre ne peut plus gouverner seul et se dit : il faut donc élargir la majorité à d'autres groupes politiques. En fait, cet élargissement de la majorité peut seulement se faire avec deux partis : le Parti Socialiste italien de Nenni, à gauche et le parti monarchiste, à droite. Le débat en question s'est péniblement traîné pendant 2 mois sans changement variable de ton, sans nouvelles solutions, sans trop d'originalité, aux dires même des commentateurs politiques les plus qualifiés. D'une part, on se lance dans une coalition démo-chrétienne-monarchiste, avec, en conséquence, un glissement à droite de l'axe politique. Cela signifie vouloir continuer la politique de conservation sociale menée actuellement, accompagnée d'une intensification de la répression vis-à-vis des masses populaires, des syndicats ouvriers et des partis de gauche. Cela signifie aussi jeter à la mer le vague réformisme démocratique (en réalité, en rien démocratique, mais nettement paternaliste) par lequel le précédent gouvernement pensait illusoirement avoir une solution aux principaux problèmes italiens qui sont, comme chacun sait, ceux d'un renouvellement d'une structure arriérée, instable, étranglée, malade.

En particulier, cela signifie la fin de la timide tentative de réforme agraire dans les régions arriérées du Sud, qui n'a contenté qu'un nombre réduit de paysans, et a réveillé au contraire la violente opposition qui s'est précisément regroupée dans le parti monarchiste. A une telle ouverture à droite, s'oppose, comme il se doit, d'abord peu le parti socialdémocrate à Sanogat, une ouverture à gauche, ou soi-disant telle, qui consisterait dans la formation d'un gouvernement démo-chrétien - socialdémocrate - socialiste nennien, avec un programme de réformes sociales assez imprécises et naturellement avec la clause préjudicielle de l'exclusion des communistes.

Mario BOTTARI.

(A suivre.)

Munis condamné

La parodie judiciaire dont nous annoncions l'imminence dans notre avant dernier numéro, se déroulait à Madrid au moment même où nous écrivions.

Le 1er février, Munis était condamné à dix ans de prison, Jaime Fernández à huit ans, Maria Grandizo a quatre ans, les cinq autres inculpés à un an, couvert par leur détention préventive.

Par rapport aux peines réclamées par l'accusation, il peut sembler que le tribunal ait marqué une relative modération. En réalité, on sait que le régime pénitentiaire du pays des « prisons modèles » est régi par le plus subtil des arbitraires. Selon les besoins politiques, il arrive que des condamnés soient relâchés avant la fin de leur peine, sans pour autant être soustraits aux surveillances policières et sans qu'ils soient à l'abri d'une nouvelle arrestation ; il arrive aussi que la prison « à temps » soit l'antichambre du peloton d'exécution.

Munis, Jaime Fernández et Maria Grandizo ne peuvent donc être considérés comme hors de danger tant qu'un tribunal civil leur accordant le droit à une réelle défense n'annulera pas le verdict prononcé à huis clos par un conseil de guerre.

Ces condamnations de nos camarades ne sont d'ailleurs pas isolées ; il n'est pas de mois que la répression ne frappe l'un ou l'autre courant du mouvement ouvrier espagnol. Des militants de la CNT ont été condamnés, le 5 février, par le même tribunal militaire de Madrid, à des peines atteignant quinze ans de prison, et, plus récemment, des militants socialistes de l'U.G.T. ont été frappés de peines semblables par le tribunal d'Ocaña.

Dans nos prochaines luttes, n'oublions pas ces travailleurs d'Espagne que rien ne réussit à briser depuis dix-huit ans. Le mouvement ouvrier français, qui n'a pas su lutter pour la défaite de Franco en 1936, ni imposer son renversement en 1945, peut voir que ses échecs des dernières années ont permis au dictateur de surmonter les crises de son régime. Nos revendications politiques doivent comporter l'action contre Franco, que nous imoserons dans nos victoires prochaines.

M. DELOBEL.

De Berlin à Genève

(Suite de la première page.)

Quant au plan Molotov de sécurité collective des Etats européens, il ne peut être considéré comme un moyen réel pour faire obstacle aux plans de guerre de l'impérialisme. Peut-on imaginer un seul instant que, si l'impérialisme américain décide de déclencher la guerre contre-révolutionnaire, l'intérêt de classe ne primerait pas toute autre considération pour la bourgeoisie européenne ? Que les Etats bourgeois d'Europe ne déchireraient pas tous les pactes d'auto-défense qui pourraient les lier aux Etats ouvriers pour se ranger sous la bannière de Washington — bannière de la bourgeoisie mondiale ?

Oui, le réarmement de l'impérialisme allemand représente une pièce maîtresse — la seule qui reste debout en Europe — dans le jeu de l'impérialisme mondial.

Mais ce n'est pas le rassemblement de tous les bons Français — le rassemblement des travailleurs sous la houlette du fusilleur Daladier, des RPF Soustelle et Palewski, du collabo Bardoux, du cagoulard Laustanau-Lacau, sous la houlette de l'ennemi de classe — qui peut y faire échec. La grève générale d'août 1953, désorganisant les plans de guerre de l'impérialisme, a montré la voie — la voie de l'action de classe de travailleurs, qui peut imposer la seule solution réaliste : les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

LE P. C. CHINOIS AU CARREFOUR

Le gouvernement de la Chine populaire entrera-t-il dans les vues de Malenkov ? Acceptera-t-il de marchander l'abandon du Viet-Minh avec l'impérialisme ? Jusqu'à ce jour, le Parti Communiste Chinois, sous la direction de Mao Tse Toung, s'est refusé à appliquer la politique stalinienne de capitulation devant l'impérialisme. C'est ainsi qu'il a conquis le pouvoir, au lieu de capituler devant Chiang-Kai-Chek, auquel on le conseillait Staline en 1945. Aujourd'hui, des indices semblent montrer qu'une lutte se déroule au sein du P.C. chinois. Réuni du 6 au 10 février, le Comité Central du P.C. chinois, en l'absence de Mao-Tse-Toung, entendait un rapport de Liu-Chao-Chi qui dénonçait les trotskystes, les boukhariniers, etc. et insistait sur la nécessité de renforcer l'unité « monolithique » du Parti. Le 5 mars, Chen Yun, membre du secrétariat, prononçait, toujours en l'absence de Mao, un discours en l'honneur de Staline qui fut immédiatement interprété par la presse bourgeoise mondiale comme l'annonce d'un abandon possible du Viet-Minh par la Chine Populaire.

Il est clair qu'une telle politique, si elle était appliquée, pourrait faire perdre à la Chine populaire l'immense prestige gagné par elle chez les peuples opprimés du monde entier. C'est dans la voie qui l'a conduite à la victoire — la voie du soutien sans réserve de la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme — que la révolution chinoise peut être défendue, et renforcée. Ho Chi Minh n'est d'ailleurs nullement prêt à jouer l'agneau du sacrifice sur l'autel généreux. Les offensives successives du Viet-Minh, les coups de main hardis auxquels il se livre au cœur même des villes au pouvoir des colonialistes, et ce, depuis l'annonce de la conférence de Genève, le prouvent abondamment. Les forces profondes des masses populaires en lutte contre l'impérialisme triompheront finalement de tous les plans de maquignonnage du Kremlin.

Convulsions dans le Moyen-Orient

(Suite de la première page.)

Il semble que Naguib et ses conseillers bourgeois aient compris en ces heures l'impossibilité du maintien de la dictature militaire — et choisi d'apparaître comme les restaurateurs d'un régime parlementaire qu'ils pourraient ainsi continuer à contrôler. Le rôle joué par un vieux politicien réactionnaire comme Aly Maher, ancien premier ministre de Farouk et antiwofdiste notoire, est à cet égard très significatif.

∴

C'est alors qu'est intervenu l'épisode soudanais. Le succès remporté par l'Egypte au cours des élections soudanaises a été pendant ces derniers mois largement exploité par le régime Naguib. C'était avec l'éviction de Farouk, l'acquis essentiel dont les officiers se prévalaient, face aux grondements de l'opposition. Naguib s'en attribuait personnellement une bonne part de mérite — et son voyage à Khartoum pour l'installation du nouveau Parlement à majorité unioniste devait être pour lui une espèce d'apothéose... C'est quesques jours avant son départ que le Conseil de la Révolution, sous l'impulsion de Nasser, tentait de le débarquer.

Le voyage a eu lieu quand même ; mais l'apothéose a tourné à la confusion. L'origine anglaise de la « réception » des Egyptiens, avec tribus « Umma » opérant presque librement dans la ville, ne fait aucun doute. Brutalement, l'Intelligence Service a rappelé ! Naguib que rien n'est réglé tant qu'il reste un Anglais sur le sol soudanais !

∴

L'incident donne à toute l'affaire égyptienne l'une de ses significations profondes : **les impérialistes anglais ont repris l'initiative dans la vallée du Nil.** L'expérience Naguib-Nasser reposait sur la bonne volonté américaine ; quand Washington envisagea, il y a trois ans, l'intégration stratégique du Moyen-Orient dans son dispositif de préparation de la troisième guerre mondiale, elle sholsit d'abord l'Egypte comme pivot du système. Les officiers y construiraient un Etat stable, permettant aux Anglais d'évacuer sans crainte le Canal, et aux Américains d'y avoir la haute main sur tout. Mais la stabilité n'a jamais existé que dans les rêves de J. Caffery, et les Anglais sont trop prudents pour céder leurs positions à l'oncle d'Amérique. Washington a abandonné son plan primitif et espère maintenant trouver au Pakistan un point plus solide. Voilà ce qui a permis la rentrée en scène de l'impérialisme anglais.

Pour lui, le retour à un régime parlementaire en Egypte signifie le retour à l'avant-guerre, aux gouvernements faibles ou corrompus — ni Naguib, ni Nasser ne sont plus, au lendemain des événements récents, des forces capables d'imposer leur volonté à Londres.

C'est évidemment faire bon marché des masses égyptiennes. L'échec du coup d'Etat militaire qui avait développé, au moins à ses débuts, des illusions certaines dans le peuple, ne peut aboutir qu'à renforcer celui-ci dans ses aspirations à des solutions décisives sur le plan national et social. Les partis, écartés par le Conseil de la Révolution, ont retrouvé dans l'opposition clandestine une virginité et une popularité qui peuvent brutalement modifier le rapport des forces.

C'est en particulier le cas de Nahas et du Wafd, restés volontairement au deçà des luttes de ces derniers jors : ils attendent visiblement leur heure — qui ne saurait tarder — malgré les efforts de Nasser (et sans doute de Naguib) pour assurer la liquidation « froide » du régime des officiers — comme ils avaient assuré la liquidation froide du régime antérieur. Les mois qui viennent diront si le parti de Nahas et de Salaheddine saura se montrer capable de reprendre la tête de la lutte des masses égyptiennes.

∴

L'impérialisme anglais a obtenu du maître américain le même droit à reparaître à l'avant-scène en Syrie. Le régime Chichakly a fait les frais de l'opération qui a ramené au pouvoir l'ex-président Abassi et les partisans du Croissant fertile, de l'intégration de l'Irak, de la Syrie et de la Jordanie dans un seul royaume sous la houlette britannique.

Le niveau moins élevé de la lutte politique des masses syriennes semble donner à l'opération plus de solidité et plus d'avenir qu'à celle d'Egypte. Est-ce bien vrai ? Socialistes et communistes sont tenus à l'écart du gouvernement Atassi ; ils représentent cependant une minorité assez agissante.

D'autre part, l'impérialisme français qui, avec le Département d'Etat, soutenait Chichakly, et occupait encore une place importante sur le marché syrien, ne peut manquer de réagir. Et déjà Atassi tempère les plus ardents de ses supporters pro-britanniques.

∴

Que les impérialisme coalisés cherchent à réaliser un partage « harmonieux » de cette zone importante, la chose es évidente : à toi le Maghreb, à toi l'Egypte et le Croissant fertile, à moi le Pakistan. Mais le propre de l'impérialisme est sa dynamique conquérante, et les heurts ne sont pas éliminés pour autant.

D'autant qu'il reste un facteur que négligent peut-être certains stratèges, mais dont la voix puissante se fait entendre à chaque occasion : les masses arabes, indifférentes aux intérêts de leurs soi-disant protecteurs, mais par contre de plus en plus consciemment soucieuse d'assurer leur libération.

CEYLAN

Le Parti stalinien de Ceylan, suivant l'exemple du parti stalinien de l'Inde à son récent congrès de Madura, entreprend un nouveau tournant à droite — annonce le **Samasamajist**, hebdomadaire trotskyste de Ceylan, dans son numéro du 4 mars. Les staliniens de Ceylan préconisaient jusqu'à présent un « gouvernement anti-UNP » (l'UNP est le parti bourgeois dominant à Ceylan, parti inféodé à l'impérialisme anglais) ; ils remplacent maintenant ce mot d'ordre par celui d'un « gouvernement anti-impérialiste », et ne prétendent même plus en paroles qu'un tel gouvernement serait sous la direction de la classe ouvrière. Ce « gouvernement anti-impérialiste pourrait ainsi comprendre des sections de l'UNP.

Est-ce que ce mot d'ordre ouvre la voie au soutien pur et simple du gouvernement bourgeois de l'UNP ?, se demande le **Samasamajist**.

Il en voit une indication dans la nouvelle attitude des staliniens vis-à-vis du Parti Lanlza Samasamaja (parti trotskyste de Ceylan), que les staliniens cessent de considérer comme un « parti de gauche » avec lequel ils envisageaient un Front Unique, pour le dénoncer de nouveau comme une « agence des impérialistes anglo-américains » !

Le **Samasamajist** annonce qu'il va publier à partir de la semaine prochaine une série d'articles du camarade Colvin R. de Silva, sur « **Le nouveau tournat à droite du P.C. de Ceylan** ». Le Samasamajist souligne d'autre part la situation difficile ainsi créée pour la poignée de déserteurs pro-staliniens qui abandonnèrent le Parti trotskyste en se fondant sur la théorie de « l'évolution à gauche » des Partis staliniens.

INDE

Le front unique électoral conclu pour les élections législatives dans l'Etat de Travancore-Cochin, par le Parti Communiste, le Parti Socialiste Praja, et les divers partis d'opposition de gauche a remporté un grand succès. Les communistes disposent de 41 sièges et les socialistes de 18, alors que le parti du Congrès (parti de Nehru) en obtient 45 à l'Assemblée législative.

Le gouvernement d'l'Etat de Travancore-Cochin risque donc d'échapper au parti du Congrès qui a détenu jusqu'à présent le pouvoir dans tous les Etats de la Fédération Indienne.

Numérisation CERMTRI

De notre correspondant en Amérique Latine

La Révolution bolivienne au carrefour

PRESQUE deux ans ont passé depuis que la Bolivie a ébranlé l'arène politique latino-américaine. Le prolétariat avait commencé la danse en éliminant l'armée dans les journées historiques d'avril 1952 et en créant la centrale syndicale la plus combative du continent : la C.O.B. Le M.N.R. (Mouvement National Révolutionnaire), parti qui aspirait à s'emparer du pouvoir de n'importe quelle façon sauf par la puissante mobilisation des masses qui s'effectua bien malgré lui, réussit cependant à prendre en mains l'appareil d'Etat. Le prolétariat, faute d'une direction révolutionnaire, se mit à la remorque de sa politique fondamentalement bourgeoise.

Devenu chef du gouvernement, Paz Estensoro dut affronter de grandes difficultés : l'impérialisme d'une part exigeait des garanties pour ses capitaur investis dans l'industrie minière, le prolétarait d'autre part demandait, outre la satisfaction de ses besoins immédiats, la nationalisation sans indemnisation des mines ainsi que l'expropriation des grands « latifundios » (propriétés terriennes).

Dans cette situation, le gouvernement Paz Estensoro joua un rôle bonapartiste. Il s'appuya sur les masses pour résister aux attaques de l'impérialisme et de ses représentants indigènes (la « Rosca »). Et il utilisa l'appareil d'Etat pour endiguer la poussée du prolétariat. C'est par ce jeu qu'il a pu jusqu'à maintenant conserver le pouvoir.

« L'ANTI-IMPERIALISME » BOLIVIEN

En deux grandes occasions il a comblé les vœux de l'impérialisme. D'abord en ajournant de six mois la nationalisation des mines, ensuite en la réalisant avec le plus grand respect pour les traditions bourgeoises, c'est-à-dire en indemnisant grassement les actionnaires des mines d'étain, en formant une société minière mixte étatique-privée qui laisse la porte ouverte au retour du capital financier, en offrant en adjudication aux capitaux étrangers la construction d'une raffinerie d'étain et l'exploitation du pétrole.

D'autre part, le M.N.R. tenta de freiner l'élan révolutionnaire des masses. Les lois de nationalisation des mines et de réforme agraire constituèrent apparemment la réalisation des objectifs de la révolution. Mais la forme d'application de l'une et de l'autre sauvegardant la structure capitaliste du pays, les masses sont en voie de se rendre compte que la même exploitation pèse toujours sur leurs épaules.

Le gouvernement Paz Estensoro est incapable de résoudre les tâches démocratiques - bourgeoises. Premièrement, il n'a pas expulsé l'impérialisme. Bien au contraire : après les premiers frottements avec l'impérialisme inévitables chaque fois qu'un gouvernement sous la pression des masses parle de nationalisations, Paz Estensoro entama les pourparlers : il promit de dédommager avantageusement les compagnies minières et leurs actionnaires américains et anglais, il donna sa garantie aux investissements de capitaux yankees dans l'industrie pétrolifère, il contracta des emprunts, et maintenant il se trouve en pleine idylle avec l'impérialisme américain qui, « très généreusement », lui envoie pour 12 millions de dollars de produits alimentaires. Toute cette ligne de capitulation, différente d'un repli imposé par la pression impérialiste puisqu'elle fut amorcée dès les premières mesures du gouvernement, dès l'ajournement de la nationalisation en particulier, reste pourtant lettre morte pour les courants centristes, qui continuent d'appeler anti-impérialiste le régime de Paz Estensoro.

RIEN DE CHANGE...

Le gouvernement *movimientiste* n'a pas résolu non plus la question agraire. La réforme de septembre 1952 n'a fait que consacrer les droits des propriétaires fonciers, puisque d'après le décret seront affectés seulement ceux qui se refuseront à investir de nouveaux capitaux. Les « latifundistas » conserveront leurs riches domaines et les paysans recevront tout au plus un morceau de terre, insuffisant pour subvenir à leurs besoins et (qui plus est) situé dans la pire région de Bolivie : le département de Santa Cruz. L'expropriation elle-même se trouve être une opération bénéficiaire pour les propriétaires fonciers indemnisés, en particulier pour ceux des régions de l'Est qui ont toujours laissé en friche leurs terres au rendement trop maigre. La situation du paysan bolivien n'a pas changé : il restera métayer ou salarié des gros propriétaires fonciers.

Ceci confirme encore une fois une des thèse essentielles de la Révolution Permanente, selon laquelle la féodo-bourgeoisie des pays de développement bourgeois retardataire, coloniaux et semi-coloniaux en particulier, est incapable de résoudre les tâches démocratiques - bourgeoises. L'avant-garde révolutionnaire est en train de prendre conscience de la nécessité, pour les réaliser, de la dictature du prolétariat appuyé sur les masses paysannes.

Jusqu'à maintenant, Paz Estensoro a réussi à surnager grâce à la grande confiance que le prolétariat avait mise en lui. Mais la crise économique que traverse la Bolivie rend irréalisable les promesses présidentielles, aiguise les contradictions de classe et oblige continuellement le gouvernement à quitter son masque « ouvriériste ». L'intention qu'il a manifestée de reconstituer l'armée et d'établir son contrôle sur les syndicats ouvriers et paysans n'est pas passée inaperçue.

...SAUF LES MASSES ELLES-MEMES

Le gouvernement Paz Estensoro a donc un caractère instable. Ou bien il devra céder la place à un gouvernement dictatorial, à l'image de celui que voulait instaurer le coup d'Etat manqué du 6 janvier 1953 (1), ou bien les masses déborderont la direction *movimientiste* et se donneront un gouvernement ouvrier et paysan basé sur les organismes prolétariens. Pour la réalisation de cette dernière perspective, les éléments ont été forgés lorsque les mineurs et les ouvriers du textile mirent en déroute l'armée et s'emparèrent de ses arsenaux. La Centrale Ouvrière Bolivienne posa la pierre angulaire du système futur en créant la milice prolétarienne. C'est sur ces bases que se créera en Bolivie un *pouvoir second*, celui des masses, qui déjà perce à travers l'instauratoin du contrôle ouvrier dans certaines mines ou du contrôle des prix par certaines Centrales Ouvrières Départementales (Santa-Cruz), pouvoir des masses qui déjà impose la nomination de certaines autorités municipales par les syndicats.

La présence d'un Parti révolutionnaire, pourvu du programme et de la tactique appropriée, est indispensable pour faire prendre conscience aux masses de cette dualité de pouvoir et des possibilités qu'elle contient. Ce rôle, c'est seulement le P.O.R. (Partido Obrero Revolucionario), Section bolivienne de la IVe Internationale, qui sera en mesure de le jouer.

José JORAL.

(1) On apprend qu'un nouveau complot de droite, inspiré par des éléments de la Phalange (fasciste) et de l'ancien régime Urrialogoïtia, vient d'être étouffé à La Paz le 26 février. *(N.D.L.R.)*

LA CONFERENCE DE CARACAS

La 10e Conférence interaméricaine qui se tient actuellement au Venezuela voit se dérouler une lutte en apparence inégale, puisqu'elle oppose les Etats-Unis, colosse soutenant à bout de bras le monde capitaliste, au miniscule Guatemala.

En fait l'enjeu est grand. Si la lutte des peuples colonisés d'Asie pour leur indépendance a retenu principalement l'attention depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, des développements extrêmement importants sont intervenus également en Amérique Latine. L'isolement d'avec l'Europe et notamment l'Angleterre a provoqué l'industrialisation accélérée de l'Argentine, du Brésil et du Chili. Toutefois l'ensemble des pays situés plus au nord est resté sous l'emprise américaine qui n'a fait que croître jusqu'à ces dernières années. On peut dire par exemple que le Venezuela est la colonie des pétroliers américains (Standard Oil, Fulf Oil, etc.) et les pays d'Amérique Centrale la propriété privée de l'United Fruit, trust du café et des bananes.

Or, précisément au moment où les bourgeoisies nationales voudraient cesser d'être de simples agents d'exécution de Wall Street et posent des conditions à leur participation, les pays considérés comme « sûrs » s'agitent dangereusement. Le gouvernement guatemaltèque a exproprié la puissante United Fruit qui contrôlait la principale source de revenus du pays. La Guyane britannique réclame son indépendance, la Bolivie nationalise l'étain contrôlé jusqu'alors par les U.S.A.

Ces derniers ont alors déclenché une contre offensive acharnée pour ramener « l'ordre » et la « sécurité ». Sous couvert de lutte contre le communisme une sphère de sécurité serait créée où ils écraseraient définitivement toute velléité d'indépendance.

Serait-ce le combat du pot de terre contre le pot de fer ? Effectivement, les Péron, Estensoro, n'ont pu résister longtemps aux « arguments » américains, et le danger que représentent pour eux les masses latino-américaines en éveil les rejettent dans les bras de l'impérialisme qu'ils avaient fait mine de combattre. Le catholicisme, en plein essor aux Etats-Unis, fidèle soutien de Mac Carthy, peut également contribuer à une victoire de Foster Dulles à la Conférence et amener le vote de résolutions consacrant le triomphe des Yankees et de la chrétienté-dollar.

Cependant, l'affaire est très loin d'être jouée, et la vieille doctrine de Monroe, non immixion dans les affaires intérieures des pays américains, risque fort de se retourner contre leurs auteurs. Comment conserver au compère anglais le Honduras et la Guyane britannique, les Falkland, lorsqu'on feint de combattre pour le droit des peuples américains à disposer d'eux-mêmes ?

Le Guatemala symbolise, imparfaitement, certes, la lutte contre l'impérialisme nord-américain, et l'accession à l'indépendance économique véritable des pays latino-américains. Les puissants mouvements de masse ont montré d'autre part que les révolutions de palais, type « mexicain » faites par quelques militaires aux ordres des compagnies de Wall Street, ont définitivement passé de mode.

Une éventuelle victoire des Etats-Unis à Caracas ne saurait être que temporaire. Les ouvriers et paysans d'Amérique Latine risquent fort de leur montrer ce que serait une *véritable* organisation des pays latino-américains, exploitant et organisant les immenses richesses que l'impérialisme s'est contenté de piller au prix d'une incoryable misère.

LES « REFORMES » EN TUNISIE

M. VOIZARD n'a pas attendu longtemps pour éclairer le peuple tunisien sur le véritable contenu des « réformes », que l'impérialisme français lui a octroyées généreusement :

« Vous nous demandez, a-t-il déclaré le 7 mars, si dans le texte des réformes qui viennent d'être promulguées les droits de la France sont respectés, si aucun abandon désastreux, ou simplement regrettable, n'a été consenti, si nos intérêts, ceux de notre nation et aussi ceux de nos compatriotes fixés en Tunisie ont été sauvegardés. A ces questions je réponds: oui Et quand je dis oui, je sais ce dont je parle et je sais à qui j'en parle ».

M. VOIZARD parlait devant les anciens volontaires de la guerre d'Indochine ! C'est-à-dire des troupes chargées de défendre les intérêts de l'impérialisme français et que les peuples du Viet-Uam se chargent de reconduire chaque jour un peu plus vers leurs ports d'embarquement.

Indéniablement, le résident général de France en Tunisie a été sincère. Ses « réformes » préservent intégralement les intérêts des colons français centre les aspirations légitimes du peuple tunisien. Avec fermeté les représentants du Neo-Destour et de l'UGTT ont rejeté le plan de réformes le caractérisent ainsi :

Les signataires s'étonnent de relever dans ces projets « des dispositions portant des atteintes graves et répétées au principe de la souveraineté tunisienne.

Ils constatent :

1) Sur le plan de l'Exécutif, qu'aucun des postes-clés (instruction publique, travaux publics, PTT, finances) n'est transféré aux Tunisiens, qu'il n'est point prévu d'étapes déterminées dans leur contenu et dans leur durée, vers la réalisation d'un exécutif tunisien homogène.

2) Sur le plan législatif, que l'octroi aux Français de Tunisie du droit de vote équivaut au droit politique de participer à l'exercice du pouvoir législatif, attribut essentiel de la souveraineté tunisienne.

. . . .

Ils s'étonnent d'y trouver en de nombreux points la consécration de la notion de co-souveraineté et l'application de la note du 15 décembre 1951 qui est à l'origine de la crise qui vient d'affecter si gravement, durant les deux années écoulées, les relations franco-tunisiennes ».

Les décrets scellés par le Bey le 4 mars 1954 impliquent en effet :

1°) le maintien de l'autorité absolue du représentant de l'impérialisme français, le résident général sur toutes les questions vitales ;

2°) l'exercice de la co-souveraineté des colons français et des tunisiens c'est-à-dire en fait de la prédominance des colons, appuyés par la résidence, sur les Tunisiens ;

3°) du maintien absolu de tous les privilèges extorqués au peuple tunisien par les Français dans tous les domaines économiques, politiques et sociaux particulièrement sur l'importante question de la fonction publique.

Le peuple tunisien rejette ces soi-disants réformes.

LE NOUVEAU «GOUVERNEMENT» TUNISIEN

Le représentant du Destour en Egypte Salah Ben Youssef, n'a pas manqué de caractériser le nouveau gouvernement M'ZALI comme un ministère de fantoches entre les mains de la résidence. Ce qualificatif est correct. Le Destour a fait l'expérience de la participation ministérielle dans un gouvernement qui n'avait aucune autorité réelle. Sous la direction de BOURGHIBA, le Destour a interrompu cette expérience dès qu'il s'est rendu compte, que dans le cadre des institutions françaises en Tunisie, il lui éatit impossible d'avancer, dans la voie de la sastisfaction des aspirations légitimes du peuple. La répression impérialiste a frappé avec une brutalité inouïe : BOURGHIBA déporté, FEHRAT HACHED assassiné, des milliers de valeureux combattants emprisonnés, des centaines tués. Au terrorisme « légal » de la colonie française protégé en fait par les autorités, le peuple a répondu par le contre-terrorisme. Face à une situation qui évoluait automatiquement vers la guerre civile, l'impérialisme français a voulu renverse la vapeur. Il a déposé M. de Hauteclocque-le-Sanglant et tenté avec M. VOIZARD de revenir à une politique donnant l'illusion que la France est prête à faire des concessions. Mais le Néo-Destour a déclaré qu'il jugerait sur pièces. Les actes de M. VOIZARD sont venus. Le Neo-Destour a formulé son jugement. Il est négatif.

Comment en serait-il autrement ? BOURGHIBA le seul « interlocuteur » reconnu par le peuple est toujours déporté. Au gouvernement tunisien, représentatif du peuple, abolissant les privilèges de la résidence, exécent seul l'intégralité des pouvoirs administratifs, judiciaires et politiques, le résident a désigné un gouvernement de fantoches sans aucune autorité. La revendication de l'autonomie interne n'est donc pas arrachée.

La caricature d'assemblée sans pouvoir réel qui laisse intact les privilèges exorbitants de la minorité de colons, n'a rien à voir avec l'Assemblée Constituante élue au suffrage universel, direct et secret, qui seule peut assurer une représentation authentique du peuple tunisien.

A la question qui pouvait être posée lors de la participation ministérielle du Destour : est-ce que l'entrée dans un « gouvernement » sans pouvoir réel peut faire avancer la Tunisie dans la voie de l'autonomie interne ? la réponde a été donée. NON !

Le nouveau « gouvernement », dont le chef M'ZALI, pour prix de ses fidèles services, vient de toucher du gouvernement français la somme de 5 millions 827.000 francs à titre d'indemnitr de « chômage ministériel », est incapable de faire avancer le peuple tunisien dans la voie de son indépendance. C'est au Neo-Destour et à l'UGTL qui reviendra ce rôle.

P. L.

Réunion de l'Internationale Socialiste

Le Comité Exécutif de la IIe Internationale (social-démocrate) a estimé nécessaire de jeter son poids dans la balance en faveur du projet bien compromis de Communauté Européenne de Défense, au mépris en particulier, des intérêts du Parti Social-Démocrate engagé dans la lutte contre la politique d'Adenauer.

Pour obtenir un vote majoritaire conforme aux vœux de l'impérialisme américain, il lui a fallu truquer soigneusement la représentation des différents Partis socialistes européens, et étouffer en particulier la voix des minorités souvent très fortes (Grande-Bretagne) existant sur ce sujet dans les différents Partis socialistes.

KENYA

Tous les observateurs s'accordent à reconnaître que le mouvement Mao-Mao, malgré la sauvage répression subie, gagne de l'influence non seulement parmi les Kikuyus mais parmi toutes les populations noires du Kenya. Face à ce danger, la dernière manœuvre impérialiste consiste à mener de pair la répression sanglante et les « offres de paix », en fait offres de reddition sans condition qu'ils font transmettre par le général China, dirigeant Mao-Mao tombé entre leurs mains et qu'ils utilisent comme otage. Cette tactique ne semble pas appelée toutefois à un très grand succès. Nous publierons dans notre prochain numéro des documents inédits en France sur la situation au Kénya.

Un appel du P.O.R. bolivien

Comme nous l'avions prévu, le gouvernement petit bourgeois MNR est allé de capitulation en capitulation devant l'impérialisme yankee. Il s'est employé à freiner la marche ascendante de la Révolution bolivienne et, voulant parvenir à ses fins, il s'est engagé dans une politique réactionnaire contre l'avant-garde trotskyste.

Le 2 janvier 1954, des policiers du service de coordination du ministère de l'Intérieur firent irruption dans le local où travaille le comité de rédaction de notre journal « Lucha Obrera » ; ils y volèrent des livres, des brochures et d'autres publications du parti, et saisirent la dernière édition de notre journal avant qu'elle ne puisse sortir. Le gouvernement n'a pas donné d'explication pour cet acte brutal. Par contre, il a donné des ordres pour que soient libérés de prison des éléments de la « rosca », et on annonce déjà la libération de plusieurs autres, y compris de ceux qui s'étaient compromis dans le coup phalangiste du 9 novembre.

Depuis le mois de novembre, l'hebdomadaire de notre parti ne peut sortir imprimé en raison des pressions que le gouvernement exerce sur les imprimeurs, qui sont menacés de la fermeture de leurs imprimeries et du retrait des allocations de papier s'ils agissent autrement.

Le 9 novembre, c'est-à-dire le jour même du soulèvement phalangiste, des individus du MNR armés de mitraillettes assassinèrent dans la cour de sa maison à Cochabamba notre camarada Manuel Cruz Vallejo, dirigeant paysan, et intimidèrent par la terreur les camarades qui se trouvaient avec lui au moment où il était abattu. Quelques jours plus tard, un autre dirigeant paysan, Rodolfo Rebas, âgé de dix-sept ans et sympathisant du POR, fut également assassiné. Saisies par la colère, les masses paysannes déchiquetèrent littéralement les assassins.

Récemment, lors d'une assemblée de travailleurs dans la zone minière de Siglo XX-Llallagua, on a voulu s'attaquer à nos camarades, mais les mineurs répliquèrent en prenant à partie les provocateurs.

Voyant que, par de pareilles méthodes, ils ne parvenaient pas à entraîner les masses travailleuses contre les militants trotskystes, les provocateurs se sont décidés ces jours-ci à arrêter dans leurs domiciles cinq de nos camarades, parmi lesquels Jorge Velarde, César Lora, Espada et Esteban La Fuente. Ils ont été transférés à La Paz et se trouvent actuellement dans le Panoptico.

Sur le plan syndical, le gouvernement, par le truchement d'agents bureaucratisés ou tout simplemente de policiers, s'efforce de détruire les directions révolutionnaires et combattives, d'où il veut chasser les militants trotskystes...

La répression menée contre notre parti n'est que l'expression de la panique qui saisit ce gouvernement devant la mobilisation révolutionnaire des masses qui, les armes à la main, sauront non seulement défendre la révolution, mais la porter jusqu'à ses ultimes conséquences. Dans ces conditions, le gouvernement du MNR ne peut que craindre la politique du POR et le soutien qu'elle aura — qu'elle a déjà — de la part des masses ouvrières et paysannes au fur et à mesure que le processus révolutionnaire se développe.

Nous savons que le chemin à parcourir jusqu'à la victoire définitive de la révolution bolivienne est pavé de menées réactionnaires du MNR contre nous. Mais nous sommes plus convaincus que jamais de notre victoire, qui sera celle des masses. Février 1954.

Pour le B.P. du POR
WALKER, secrétaire général

Solidarité...

(Suite de la première page.)

rêts que les staliniens ont été contraints de lui verser. Depuis, nous avons reçu d'autres souscriptions. Nous publierons les listes dans notre prochain numéro. Nous tenons des listes de souscription à la disposition de nos lecteurs. Nous adressons un pressant appel à tous nos amis. Souscrivez sans attendre davantage ! Faites un effort, un sacrifice s'il le faut! La solidarité internationale l'exige.

Adresser tous versements au C.C.P. S.P.E.I. 1032-01 Paris, en spécifiant sur le talon du mandat : Campagne pour la Bolivie.

LA SECTION TROTSKISTE ISLANDAISE DESAVOUE PABLO

Montréal (Canada),

Le 15 Février.

ON annonce que le camarade R. Kane, secrétaire national de la section islandaise de la IVe Internationale, a publiquement désavoué la politique et les méthodes de la clique pabliste qui a usurpé la direction du mouvement trotskyste mondial, et s'est rallié au Comité International récemment créé. Le camarade Kane, en novembre dernier, avait écrit une lettre désapprouvant la publication de la Lettre Ouverte du S.W.P. aux trotskystes du monde entier qui appelait à débarrasser la IVe Internationale des usurpateurs pablistes. Sa déclaration fut utilisée par le Secrétariat de Pablo à des fins de propagande. Mais aujourd'hui le camarade Kane écrit :

« Si les lettres des autres sections ont la même valeur de témoignage que celle de la section islandaise, toute la tentative faite pour impressionner l'Internationale repose sur un bluff... La lettre représentait en réalité le point de vue des trois camarades dirigeants de la section qui l'ont signée, et dont les signatures ont été supprimées par les éditeurs du bulletin (pabliste). Et nous disons bien « représentait », au passé, car cette lettre est datée du 29 novembre. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis lors ».

Manquant, comme beaucoup d'autres, d'information objective sur la situation dans l'Internationale, le camarade Kane se laissait guider par un faux sentiment de loyauté à l'Internationale.

« Loyauté à l'Internationale ! » Le mot d'ordre était séduisant. Mais en tant que tel, il a un long passé d'utilisation abusives destinées à tromper et à tricher. La loyauté à l'Internationale signifie non seulement la loyauté à la forme organisationnelle qu'elle revêt mais aussi à notre conception de ce que l'Internationale doit être pour accomplir sa fonction révolutionnaire.

Nous donnons notre loyauté à l'Internationale, mais nous demandons aussi de la loyauté à ceux que nous mettons à sa tête, loyauté aux décisions, à la ligne politique des Congrès mondiaux, loyauté au programme ».

Or les nouvelles prises de position politique de Pablo, ses honteuses calomnies contre les trotskystes américains, ses mesures bureaucratiques destituant des directions élues de sections nationales, tous ces faits permirent peu à peu au camarade Kane d'y voir plus clair. Et aujourd'hui il conclut : « Etre loyal à l'Internationale, cela signifie lutter sans merci contre ceux qui la corrompent !... Par la formation du Comité International destiné à combattre l'usurpation de l'Internationale par Pablo, les sections britannique, néo-zelandaise, française et suisse, maintenant rejointes par la section chinoise, ont rendu un signalé service à notre mouvement. Je me rallie au Comité International et souscris à la Lettre Ouverte.

A la lumière des preuves accumulées il faut un certain toupet pour appeler scission la Lettre et la création du Comité. Où sont les scissionnistes ? Comme à dessein pour m'enlever mes derniers doutes le S.I.-C.E.I.... vient d'abattre sur le mouvement un décret suspendant les dirigeants qui ont la témérité de rejeter les calomnies contre la Lettre Ouverte et le Comité International prétendument scissionnistes.

Aucun des trois signataires de notre lettre du 29 novembre... n'a l'intention d'appliquer ce décret du CEI. Un grand nombre des militants de notre Parti ont déjà pris position pour la Lettre Ouverte et le Comité International. La discussion continue dans nos rangs... La situation... on le voit est maintenant tout à l'inverse de ce que ferait croire le bulletin international. La même chose est probablement vraie pour les autres sections. »

Numérisation CERMTRI

Pour comprendre l'affaire des prêtres ouvriers

L'EGLISE CATHOLIQUE FACE A LA REVOLUTION

L'ATTENTION avec laquelle l'opinion publique, et pas seulement française, suit l'évolution du plus redoutable conflit intérieur que l'Eglise catholique de France ait connu depuis la condamnation du « Sillon » et celle plus récente de l'« Action Française » est attestée par de multiples éditoriaux consacrés aux décisions concernant le nouveau statut des prêtres ouvriers et le remplacement des provinciaux dominicains, dans des organes aussi divers que « L'Observateur » de Claude Bourdet et « La Croix » du R. P. Gabel, « Le Figaro » de Monsieur François Mauriac et « Témoignage Chrétien » du R. P. Chaillet, l'hebdomadaire socialiste « The New Statesman and Nation » et la revue catholique anglaise « Tablet », le « Devoir » de Montréal, « Il Quotidiano », organe de l'action catholique, sans oublier l'« Osservatore Romano », organe officiel du Vatican...

Ces décisions, ces remous, ces commentaires, ces campagnes de presse font un devoir aux révolutionnaires de pénétrer les mystères de la tactique merveilleusement souple que l'Eglise catholique met au service de fins immuables.

FRONT UNI AVEC LA BOURGEOISIE

Quelque schématique que puisse apparaître une classification, il paraît commode de distinguer selon les pays où s'exerce son « apostolat », trois attitudes possibles de l'Eglise catholique.

— Une première méthode tactique, appliquée le plus volontiers par la tendance dite « intégriste » de l'Eglise, vaut pour les pays où les rapports entre les classes fondamentales de la société sont de concorde apparente, où les problèmes de la révolution socialiste ne sont pas inscrits à l'ordre du jour pour l'immédiat (au moins, l'Eglise le pense-t-elle). Dans ces pays, dont l'Espagne, les Etats-Unis, le Canada, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie même, ne sont que les principaux, l'Eglise catholique joue — avec une « honnêteté » dépourvue d'équivoque — le jeu de sa bourgeoisie nationale dont elle épouse les soucis de politique intérieure (hostilité de principe aux mouvements d'émancipation de la classe ouvrière) ou les préoccupations de politique internationale (solidarité atlantique avec les capitalistes). Avec cette restriction cependant : dans la mesure exacte où ces soucis et ces préoccupations ne compromettent pas les intérêts propres de l'Eglise, dont le Vatican est le dépositaire et l'interprète.

Ainsi, l'Eglise américaine appuie-t-elle sans réserves ni arrière-pensées la chasse aux sorcières du sénateur catholique Mac Carthy. Elle en profite pour ébranler les positions traditionnellement fortes dans ce pays des Eglises protestantes, comme le prouvent les accusations grotesques répandues par Mac Carthy sur l'activité « communiste » d'une fraction du clergé protestant. De même la tentative maladroite de justification du mac-carthysme par le cardinal Spellmann, archevêque de New-York, lors de son séjour le plus récent en Europe, s'insère dans le cadre de l'opération politique menée au bénéfice du Big Business.

L'Eglise allemande, dont on sait la situation plus que privilégiée que lui a accordée l'Allemagne du chancelier — catholique — Adenauer, redoute en particulier une réunification avec le domaine protestant et social-démocrate de l'Allemagne Orientale, de nature à compromettre l'équilibre religieux et politique de l'Allemagne de Bonn. Ces craintes se traduisent chez le chancelier Adenauer par l'adhésion inconditionnelle à la C.E.D. — dont on peut légitimement se demander si elle n'est pas devenue un article de foi — conçue, entre autres objectifs poursuivis, comme obstacle insurmontable à la réunification allemande.

L'Eglise canadienne, elle, demeure très soumise à l'influence de l'Action Française, près de trente ans après sa condamnation.

L'Eglise catholique d'Espagne mérite une mention spéciale. On peut dire qu'elle est la fraction la plus réactionnaire d'une confession pourtant peu novatrice. Point n'est besoin de rappeler le soutien inconditionnel qu'elle a apporté au franquisme, dans et depuis la guerre civile, les privilèges exorbitants qu'elle a retirés du régime, consacrés par le Concordat récent. Pas une manifestation de la vie sociale espagnole qu'elle ne contrôle ! Elle prétend subjuguer les esprits dans tous les domaines ; elle instruit et ne permet pas qu'on enseigne contre ou sans elle. Jusqu'à l'Université même dont elle régente les programmes. La vie professionnelle ne lui échappe pas, les syndicats sont ceux du régime, donc les siens, et elle maintient les mœurs de la famille espagnole dans une rigidité moyennâgeuse.

L'Italie mérite d'être rangée dans cette catégorie. Pour une double série de raisons : d'abord les illusions religieuses persistantes dans les masses prolétariennes, même organisées politiquement dans le parti communiste ou le parti socialiste de Nenni. En second lieu, le poids spécifique d'une Eglise qui a donné au catholicisme la quasi-totalité de ses papes, qui fournit encore près de la moitié de ses cardinaux, un réseau dense d'organisations catholiques enserrant toute la vie sociale.

ACCOMODEMENTS AVEC LA BUREAUCRATIE

Tout autre apparaît la politique de l'Eglise catholique dans les pays situés « derrière le rideau de fer ». La bureaucratie au pouvoir fragile et incertain est désireuse de s'assurer des appuis à la fois contre les tentatives de restauration capitaliste et contre les aspirations révolutionnaires des masses ouvrières frustrées de l'exercice du pouvoir.

Les accords passés entre la hiérarchie catholique et les gouvernements de pays comme la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie sont inspirés par le commun souci de la bureaucratie et de l'Eglise de s'assurer l'une à l'autre par des concessions réciproques le maintien de leurs privilèges respectifs. En échange de la reconnaissance et de la garantie par la bureaucratie à la religion d'avantages que la bourgeoisie n'est plus en mesure de lui assurer — spécialement en ce qui concerne l'enseignement, l'entretien des ministres et des lieux de culte, le droit d'intervention dans le domaine des mœurs, etc..., en échange de son association dans la gestion des affaires publiques, l'Eglise s'engage à ne pas mettre en cause le pouvoir politique de la bureaucratie, à s'abstenir d'œuvrer à la restauration du capitalisme, mieux, à soutenir indirectement le régime, en développant parmi les masses qu'elle influence les illusions dont vit le pouvoir bureaucratique.

On en verra une preuve dans le rôle de premier plan dévolu au clergé par les gouvernements staliniens dans la popularisation des campagnes organisées sous l'égide du Conseil Mondial de la Paix (appels pour l'interdiction des armes atomiques, pour la coexistence pacifique et la tenue d'une Conférence des Cinq Grands avec la Chine Populaire, condamnation de la guerre microbienne). A tous ces mots d'ordre, il a été trouvé de convaincantes justifications théologiques par les clergés polonais ou hongrois, par exemple, dans le temps même où le Vatican les dénonçait comme autant de pièges.

Néanmoins, l'extrême instabilité du pouvoir bureaucratique, la prépondérance au sein de la haute hiérarchie catholique d'éléments hostiles aux bouleversements sociaux réalisés, enfin et surtout, l'existence même du Vatican, avec les forces sociales qu'il représente, tous ces facteurs introduisent une source permanente de discorde entre les Eglises catholiques « derrière le rideau de fer » et les gouvernements staliniens.

Les procès de Mgr Beran et Tchécoslovaquie, du cardinal Mindszenty en Hongrie, celui, plus récent, du cardinal-primat de Pologne, ont le sens d'un avertissement donné aux Eglises catholiques de ces pays d'avoir à appliquer loyalement les accords que la bureaucratie leur propose, dans l'intérêt commun.

Ainsi, et sous les réserves qui viennent d'être indiquées, dans les pays dominés par l'appareil stalinien, la religion apparaît-elle comme un des éléments essentiels du contrôle bureaucratique des mœurs.

FELIX NORE.

Dans notre prochain numéro :

L'EGLISE DE FRANCE ET LES PRETRES OUVRIERS

Cercle Lénine

Internationalisme et mouvement de libération nationale des peuples colonisés

POURQUOI le mouvement international prolétarien a-t-il pour devoir de soutenir les luttes nationales d'émancipation des peuples colonisés ? Sur ce thème, R. CHERAMY, J. DANOS, Daniel GUERIN, sous la présidence d'Y. DECHEZELLES, ont ouvert un débat à la dernière réunion du Cercle Lénine, devant une salle pleine.

F. Cheramy rappela tout d'abord les conditions générales de naissance et de développement des mouvements d'émancipation et la position du marxisme révolutionnaire. Il a montré comment la trahison successive des dirigeants ouvriers européens de la IIe et de la IIIe Internationales vinrent priver les mouvements nationaux d'une aide prolétarienne efficace, les incitèrent à la méfiance vis-à-vis du mouvement ouvrier des pays avancés et les poussèrent à rechercher des substituts à l'aide de celui-ci (nationalisme).

J. Danos a évoqué la situation actuelle du mouvement national algérien et la tentative faite par l'Administration de composer avec les éléments modérés de ce mouvement (UDMA, etc).

Daniel Guérin, après avoir à nouveau souligné l'aspect progressiste du mouvement national des pays à structure partiellement féodale, a analysé plus en détail la politique du Néo-Destour tunisien et de l'Istiqlal marocain, avec leur détermination farouche dans la lutte et aussi les points faibles de leurs perspectives anti-impérialistes.

Le débat qui s'engagea ensuite permit de dégager nettement la signification du soutien des luttes d'émancipation nationale.

En particulier, un responsable de l'Union Générale des Etudiants Tunisiens posa clairement le problème : les communistes nous disent « nous vous soutiendrons si vous êtes communistes ». Les socialistes nous disent « nous vous soutiendrons si vous êtes anti-communistes ». Nous pensons quant à nous que la libération de la Tunisie sera l'œuvre des Tunisiens eux-mêmes, qu'ils doivent demander pour cela une aide, mais une aide inconditionnelle, qui nous laisse libres de choisir notre propre voie.

A une heure tardive, Yves Dechézelles conclut rapidement cette séance intéressante et pleinement réussie du Cercle Lénine en annonçant que le prochain débat, à la Mutualité, à une date qui sera fixée prochainement, portera sur

« LE THEATRE CONTEMPORAIN »

De la grève des étudiants
à la journée anticolonialiste

A l'appel de leur direction syndicale, l'UNEF, les étudiants ont, dans leur totalité, fait grève le 28 février, pour protester contre l'insuffisance du budget de l'éducation nationale, les mauvaises conditions de travail dues au manque de locaux et de bibliothèques, l'insuffisance numérique des restaurants universitaires, etc.

L'importance de cette grève est considérable, non tant à cause de sa réussite complète (chaque fois que l'UNEF a appelé à la grève, les étudiants répondirent à 100 %) qu'à cause de l'ébauche d'unité d'action qui fut réalisée dans ce mouvement entre les syndicats de la FEN et l'UNEF. Là résident à la fois les faiblesses de la grève et les perspectives favorables qu'elle a ouvertes pour l'avenir.

Les faiblesses de la grève ? Elles proviennent principalement de ce que l'unité d'action entre les syndicats enseignants et l'UNEF, absolument nécessaire pour l'obtention de la victoire, ne fut que partielle. La faute n'en est pas entièrement à l'UNEF. Ainsi, malgré un référendum qui avait donné une majorité absolue pour la grève, la direction du syndicat national des instituteurs n'a pas donné à ses adhérents l'ordre de s'associer à un mouvement que suivaient les enseignants du secondaire, du technique et du supérieur. Or les instituteurs auraient dû jouer un rôle décisif dans cette grève.

Par contre, l'UNEF n'a pas fait ce qu'il eut été possible de faire pour donner à la grève même le caractère unitaire qui avait été celui de sa préparation. Chaque secteur en grève est resté isolé des autres.

De même, l'UNEF a transformé la grève des étudiants en « manifestation du silence », lui enlevant ainsi une grande partie de l'efficacité qu'elle eut pu prendre.

Malgré sa déficience, la grève a cependant eu un caractère positif. Les étudiants ont compris la nécessité de réaliser l'unité d'action avec tous les enseignants, d'engager ensemble le combat, de le mener ensemble jusqu'au bout. Là est la clé de la victoire. Et sans nul doute, il sera plus difficile à l'UNEF, désormais, de mener une politique à la fois réformiste et aventuriste — comme elle l'a fait ces dernières années —, se traduisant par des actions isolées dénuées de signification et d'efficacité.

Aujourd'hui, les étudiants veulent se battre avec tous les enseignants. L'UNEF devra tenir compte de cette volonté.

*

Ainsi il y a une maturation politique croissante chez de larges couches d'étudiants. Maturation qui ne se limite évidemment pas à l'action revendicative. La manifestation qui a eu lieu le 5 mars à l'occasion de la journée anticoloniale a fourni la preuve qu'une partie importante des étdiants était prête à s'engager dans des actions politiques unitaires. Malgré l'interdiction du rassemblement prévu dans la cour de la Sorbonne, interdiction formulée par le recteur Sarailh qui a l'impudence de se prétendre par ailleurs défenseur farouche des libertés universitaires », le meeting a eu lieu dans la cour de l'Institut Henri Poincaré, et plusieurs centaines d'étudiants y ont participé. Ce meeting, préparé par toutes les organisations étudiantes anticoloniales fournit la preuve que l'action unitaire paie et que les conditions d'une action unie de plus en plus large sont en train de mûrir au Quartier Latin.

Il faudra tenir compte de tout cela pour la préparation des actions futures. Il faut dès maintenant se préparer à l'action. Partout les étudiants doivent se rassembler pour exiger de l'UNEF qu'elle leur fournisse les armes de la victoire.

Henri LANGLOIS.

N.B. — Signalons l'agression des voyous de *l'Action Française* qui s'est produite après le meeting anticolonialiste, alors qu'il ne restait plus que quelques étudiants. A l'encontre des buts poursuivis, cette agression de style fasciste n'a fait que renforcer la volonté des étudiants d'en finir une fois pour toutes avec les maurrassiens et autres lecteurs de « Rivarol ». Les étudiants sont décidés à faire régner eux-mêmes la démocratie au Quartier Latin, sans tolérer plus longtemps les fanfaronnades des jeunes fascistes.

Grève de l'Université

(Suite de la page 8.)

Forestier se dérobe en répondant que le SNI est engagé dans la bataille pour les 10 %. Lorsque la question se pose de donner une suite à l'action commencée le 9 novembre, il se retranche derrière des phrases ronflantes et... platoniques sur la nécessité de lutter avec les autres fonctionnaires pour les grandes revendications.

On a vu le 26 février cette situation paradoxale de la non participation des instituteurs à un mouvement de second degré et du supérieur mené sur le mot d'ordre « Pas de discrimination entre les enseignants », alors que même le syndicat général de l'enseignement, affilié à la CFTC avait donné l'ordre de grève.

Grands furent la surprise et le mécontentement de nombreux instituteurs devant une abstention qui ne peut que favoriser les manœuvres de division du gouvernement. Pourtant le problème reste entier. Les lamentables maquignonnages de Faure-Marie indiquent la volonté bien arrêtée du gouvernement de ne pas céder à une revendication qui jetterait à bas le précaire barrage qu'il oppose aux revendications des fonctionnaires en matière de traitement. C'est maintenant aux organisations enseignantes de continuer et d'achever ce combat. La condition du succès c'est qu'elles opposent un Front Uni aux manœuvres gouvernementales.

L'ABBE « GARAP » VEUT NOUS ENDORMIR

(Suite de la première page.)

Le gouvernement qui ne veut pas être en reste, et qui ne peut plus faire la pénurie des logements, fait beaucoup d'efforts pour sembler s'y intéresser et rechercher des solutions.

C'est ainsi qu'il vient de prendre une initiative superbe qui est une « innovation » (sic). Il vient, par l'intermédiaire du Crédit Foncier, de lancer « l'Emprunt ». Voilà le mot lâché, et tout l'appareil habituel pour ce genre de réjouissances a été mis de nouveau en place : campagne de presse, radio, cinéma, avec en plus, la si précieuse collaboration de l'Innarrable Abbé.

Quels seront donc les premiers bénéficiaires de ce Nème Emprunt ? Les sans logis ? Les mal logés ? Pensez vous. Ce seront les patrons, mais oui encore eux, toujours eux, puisque:

« La souscription des bons permettra aux employeurs de justifier qu'ils ont satisfait à l'obligation d'investir dans la construction des sommes correspondant à 1 % des salaires ». (« Le Monde » 7-8 mars 54). Mais toute cette poudre de perlimpimpin ne peut plus avoir aucun effet magique sur les deux millions de familles qui, en France, ont l'exaspérant privilège de vivre dans des conditions d'habitat lamentables.

Plus les gouvernements les entourent de sollicitude, plus leur situation s'aggrave. On comprend dans ces conditions que les sans-logis et les mal-logés, engagent de plus en plus à décider eux-mêmes les solutions qui s'imposent, et c'est en fait la seule manière d'enrayer le mal.

C'est aux organisations ouvrières qu'il appartient de mobiliser, tous ensemble, les sans-logis et mal-logés. Une campagne systématique, doit être menée, pour dénoncer la carence de l'Etat, pour organiser une action efficace visant à la répartition équitable, des locaux déjà existants.

Dans toutes les villes, dans toutes les localités, dans tous les quartiers, des comités de sans-logis et mal-logés doivent être constitués. Ces comités recevront l'appui des organisations ouvrières, des syndicats ouvriers, des municipalités ouvrières. Ces comités exigeront et imposeront par l'action:

1°) L'arrêt immédiat des expulsions, sans limitation de durée, (y compris dans les hôtels et garnis).

2°) S'organiseront pour opérer le recensement des locaux vides, leur occupation et la consécration légale de celle-ci, ainsi que le recensement des locaux insuffisamment occupés et leur expropriation partielle.

Nous suggérons, pour la région parisienne, de commencer par le 16e arrondissement, Passy, Trocadéro, Auteuil, le Fg St-Honoré, l'Opéra et la Madeleine, le Bd St-Germain, etc.

3°) Interdiction immédiate des ventes par appartements et expropriation pure et simple des propriétaires immobiliers se livrant à des spéculations.

4°) Evacuation immédiate des locaux à usage d'habitation occupés par l'administration militaire et restitution de ces logements à l'habitation.

En cas de non satisfaction de ces revendications élémentaires, les comités devront envisager des actions mobilisant l'ensemble de la population laborieuse, pour permettre aux sans-logis et mal-logés, de réquisitionner et de pénétrer dans les locaux rentrant dans les catégories énumérées ci-dessus.

Dans le domaine des logements, comme dans celui des salaires, il ne dépend que des travailleurs et de leur action, que leur situation s'améliore. Nous n'avons rien à attendre du bluff des gouvernants, des pleurnicheries de l'abbé Garap.

A la charité infâmante, issue de la mauvaise conscience des possédants, nous opposerons la solidarité ouvrière dans l'action.

Gouvernement sans ministres capitalistes!

(Suite de la première page.)

Les masses laborieuses veulent leur *gouvernement. Elles savent que la bourgeoisie opposera une résistance acharnée à leurs revendications économiques et politiques. C'est pourquoi les travailleurs n'hésitent pas, dès qu'il leur apparaît que les conditions indispensables de Front unique sont réalisées, à engager la lutte.*

En août 1953, les deux grands Partis ouvriers appuyés par les syndicats, ont demandé la, convocation du Parlement. La grève générale avait entraîné dans son sillage quatre millions et demi de salariés de toutes corporations. L'appareil d'Etat était désintégré, la police décomposée; des hauts fonctionnaires sympathisaient avec la grève. Et pourtant, M. Herriot (signataire avec les communistes d'appels contre la C.E.D. !) n'a pas convoqué l'Assemblée. La force du gouvernement, en août 1953, MM. Laniel et Ed. Faure ne l'ont pas tirée de leur classe, mais avant tout du refus des Partis ouvriers et des syndicats de donner à la grève générale sa direction : le Comité National de Grève; son objectif : un gouvernement des Partis ouvriers et des syndicats, émanation du Comité National de Grève.

En se plaçant sur le plan uniquement parlementaire, les Partis ouvriers n'ont rien obtenu, y compris sur ce plan.

POUR UN GOUVERNEMENT DES « BONS FRANÇAIS » ?

La stratégie parlementaire des Partis ouvriers visé à des objectifs gouvernementaux extrêmement précis. Le Front démocratique et social préconisé par le Parti Socialiste vise à rassembler, en coalition avec des ministres socialistes : MM. P.H. Teitgen, l'homme du Vatican, de Chevigné, le boucher de Madagascar et farouche partisan de la guerre d'Indochine, Pleven, Schuman, Queuille, etc... Le Front des Bons Français qu'offrent les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. équivaut à promettre le soutien (et éventuellement la participation à un gouvernement dans lequel siégeraient Daladier, Bardoux *(indépendant),* Léon Noël *(R.P.F.), etc., mais tous anti-C.E.D. !*

Il est inutile de caractériser longuement de telles formules gouvernementales, comme contraires aux intérêts des travailleurs. Tous ces députés bourgeois avec qui P.S. et P.C.F. souhaitent la coalition ont voté le 16 février, sur la question des salaires, un ordre du jour de confiance à Ed. Faure, contre le salaire minimum !

Si M. Daladier veut voter avec les députés socialistes et P.C.F. pour la cessation de la guerre d'Indochine, personne n'y trouvera à redire. Mais les travailleurs savent que M. Daladier veut transférer les 400 milliards affectés à la guerre d'Indochine au renforcement de la mainmise impérialiste en Afrique du Nord. C'est une des raisons qui font que les travailleurs ne veulent pas revoir Daladier au gouvernement.

Les dirigeants socialistes et P.C.F. CGT et FO sont d'accord pour la cessation immédiate de la guerre d'Indochine. Pour satisfaire les aspirations légitimes des masses, le Front unique doit être scellé pour un gouvernement des Partis ouvriers et des syndicats qui prendrait deux mesures :

— la reconnaissance sans conditions du gouvernement Ho-Chi-Minh comme seul gouvernement légitime du Viet-Nam ;

— le retrait des troupes françaises d'intervention impérialiste.

Aux travailleurs, un tel gouvernement ne se contenterait pas d'accorder le SMIG à 25.166 francs, il assurerait le retour au pouvoir d'achat de 1938.

Les dirigeants des grandes organisations ouvrières veulent l'amnistie immédiate pour Messali Hadj, Bourguiba, Ezzata et tous les emprisonnés coloniaux.

Répétons-le : peut-on penser un seul instant qu'un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie baptisé gouvernement de Front démocratique ou gouvernement de « Bons Français » assurerait l'application de ce programme élémentaire sans lequel toutes les déclarations sur la « volonté que ça change » resteront des phrases creuses et mensongères?

Non. Seul un gouvernement des travailleurs sans ministres capitalistes peut réaliser un programme pour les travailleurs. Ce gouvernement serait seul susceptible de prendre les mesures indispensables à la destruction des bases du système capitaliste générateur de misère et de guerres.

Tel est l'objectif qui se dégage de tout examen sérieux du développement de la lutte des classes.

Appuyé sur la volonté des masses d'en finir avec la misère et l'oppression, le gouvernement ouvrier et paysans deviendra la réalité de ce pays

Numérisation CERMTRI

En U.R.S.S. : Crise de l'agriculture

Crise du régime bureaucratique

LE Comité Central du P.C. de l'Union Soviétique s'est réuni vers la date anniversaire de la mort de Staline. Mais ce n'était pas pour chanter les louanges du chef génial défunt ; c'était pour souligner, dans une résolution, l'aggravation de la crise de l'agriculture soviétique. Un nouveau rapport de Khrouchtchev révèle que l'URSS souffre non seulement, comme son rapport de septembre l'avait souligné, d'une pénurie de bétail, de fourrage, de pommes de terre, mais aussi d'une récolte insuffisante de céréales.

ECHEC DES DIRECTIVES DE SEPTEMBRE

Ainsi les mesures prises au mois de septembre, qui, comme « LA VERITE » l'a expliqué, visaient à renforcer les tendances centrifuges, bourgeoises, les tendances à l'accumulation privée dans l'agriculture kolkhozienne n'ont pas abouti à un accroissement de la production, mais à une aggravation de la crise. Il n'aura servi de rien que trois conférences se réunissent successivement au Kremlin (une conférence des Stations de Machines et de Tracteurs, une conférence des sovkhozes, une conférence des activistes de la RSFSR), ni que Benediktov, ministre de l'agriculture y fasse son autocritique, et dénonce le bureaucratisme régnant dans ses services — ce qui n'empêchera pas Khrouchtchev de le blâmer sévèrement, ainsi que le ministre des sovkhozes et le comité de planification agricole, à la dernière session du C.C. ; ni même que Malenkov, Molotov et Khrouchtchev donnent en personne, le 22 février, leur bénédiction à 14.000 jeunes volontaires du retour à la terre. La crise est si sérieuse que le communiqué sur l'exécution du plan d'Etat en 1953 ne donne aucun chiffre sur les résultats dans l'agriculture, se contentant d'affirmations telles que les suivantes :

« ...Les tâches fixées par le plan n'ont pas été entièrement réalisées en ce qui concerne l'ensemencement du lin à longue fibre, du chanvre, des légumes, la plantation des pommes de terre.

« ...La récolte effective des céréales s'est rapprochée, en 1953, de celle de 1952. La récolte effective du coton, de la betterave à sucre, du tournesol, des légumes, des citrouilles, melons, etc., a augmenté par rapport à 1952. La récolte de pommes de terre a été à peu près la même qu'en 1952.

« ...Les tâches prévues dans le plan n'ont pas été entièrement accomplies en ce qui concerne les labours d'automne et les labours de jachères.

« ...En 1953 les stations de machines et de tracteurs n'ont pas entièrement accompli le plan en ce qui concerne l'arrachage des pommes de terre et du lin, le déchaumage, le ramassage du foin, l'ensilage des fourrages et la mécanisation des travaux nécessitant une main-d'œuvre nombreuse dans les fermes d'élevage kolkhoziennes.

« ...La tâche fixée dans le domaine de l'électrification de la production agricole n'a pas été entièrement réalisée ».

Les chiffres officiels font d'ailleurs ressortir — le plus nous manque pour le démentir — que les revenus réels des paysans se sont accrus plus vite que ceux des ouvriers, et que cette tendance constante de l'économie soviétique, déjà révélée dans le rapport de Malenkov au 19e congrès du PCUS pour le 1er quinquennat d'après-guerre, s'est considérablement renforcée au cours du 2e semestre 1953, par application de la politique Khrouchtchev.

LA BUREAUCRATIE DANS L'ETAU

Ainsi, le Kremlin doit faire face à la masse des travailleurs, qui supportent de plus en plus difficilement les privilèges des bureaucrates, et auxquels Malenkov et Khrouchtchev ont promis l'amélioration de leur niveau de vie, une production accrue de biens de consommations, etc. — avec une production agricole inférieure en 1953 à celle de 1952, pour une population qui s'accroît rapidement chaque année. De l'autre côté, il doit faire face à l'appétit de privilèges des bureaucrates, hauts fonctionnaires, dirigeants de l'armée et de l'économie, que le développement de la production industrielle ne fait que stimuler. Aussi sa politique oscille-t-elle désespérément à la recherche d'un équilibre qui s'évanouit.

La tentative Béria de chercher un appui dans les masses, au prix de concessions limitées, se brisa net sur le soulèvement du 17 juin en Allemagne, qui jeta la panique dans la bureaucratie. Celle-ci, par la politique de Khrouchtchev, cherche maintenant un appui contre les masses, chez les forces droitières, restaurationnistes de la société soviétique.

Le rôle de l'armée, en particulier, dont les dirigeants reflètent les tendances réactionnaires des couches privilégiées de l'URSS s'est considérablement accru. C'est ainsi que les maréchaux Joukov et Vassilievski sont candidats au Soviet Suprême de l'URSS — et c'est la première fois que des militaires de carrière sont membres de cet organisme, lui-qu'alors toujours composé exclusivement de fonctionnaires du parti ; que le 13 février le maréchal Timochenko a été élu au C.C. du P.C. de la Russie Blanche, et que le 11 février, le général Bagramian, commandant la circonscription militaire de la Baltique, est entré au bureau du C.C. du P.C. de Lettonie.

LES LIMITES DU COURS DROITIER

Mais la politique droitière de Malenkov-Khrouchtchev se heurte à la résistance des masses, qui leur interdira de porter atteinte, pour l'essentiel, aux nouveaux rapports de production existant en URSS et en Europe Orientale. Certains signes semblent indiquer que ces limites sont près d'être atteintes. Ils se manifestent en URSS même, mais plus clairement encore dans les « démocraties populaires », où la ligne droitière a consisté à arrêter la collectivisation des terres, et même à repartager les terres des coopératives déjà constituées.

C'est ainsi qu'en Hongrie l'organe du parti stalinien « Szabad Nep » a entrepris la publication d'une série d'articles « Questions actuelles d'idéologie », qui s'efforcent de répondre, dans une forme très modérée, aux préoccupations de membres du parti, qui craignent que l'orientation vers le koulak ne crée une menace grave de restauration capitaliste.

En Pologne, cependant, à la veille du congrès du parti stalinien (renvoyé sans explication de la deuxième quinzaine de janvier au 10 mars) les positions de la tendance « gauchiste » du Comité Central, favorable à la poursuite de la collectivisation (tendance Berman-Minc-Ochab) se renforcent — bien que ses dirigeants aient été liés à Béria. Ochab, à l'occasion des cérémonies de l'anniversaire de la mort de Lénine a recommandé dans un discours « l'accélération de la marche au socialisme ».

En Allemagne Orientale enfin, la presse est pleine de reproches adressés aux paysans, qui ne livrent pas assez vite le bétail et les céréales à l'Etat, et on leur enjoint de livrer avant le 31 mars, le retard des prestations de 1952 et 1953, ce qui revient à annuler la réduction des prestations consentie en juin 1953. En même temps le gouvernement élève le montant des livraisons obligatoires par toutes sortes d'artifices. Et Grotewohl a déclaré devant un auditoire paysan, à Görlitz, que la création de coopératives de production était l'orientation correcte, et qu'il convenait d'intensifier la lutte dans les campagnes contre « les ennemis du pouvoir ouvrier et paysan ».

⁂

La crise du régime bureaucratique s'approfondit ainsi, à travers les oscillations politiques de l'oligarchie dirigeante. Comme l'écrivait Trotski en 1936, l'atelier qui ne marche pas, en URSS, et qui entrave les autres, c'est la bureaucratie. Les problèmes économiques et sociaux de l'URSS pourront être résolus lorsque les masses auront renversé la caste bureaucratique privilégiée, et restauré la démocratie soviétique.

G. BLOCH.

Allemagne orientale

La résistance ouvrière au régime policier de Grotewohl-Ulbricht ne cesse pas. « Neues Deutschland », organe central du SED, dénonce, le 26 février des sabotages à *Stalinstadt*, et en rend responsable le « manque de vigilance » des organismes locaux du Parti stalinien.

A la même époque, les ouvriers d'une entreprise de *Chemnitz* envoyèrent une délégation à Berlin auprès du Comité Central du SED, du ministre de la construction des machines et de la direction de la main-d'œuvre pour protester contre les diminutions de salaire, introduites graduellement par le biais d'augmentation des normes. Les fonctionnaires du SED et des syndicats de leur entreprise n'osèrent pas s'opposer à l'envoi de cette délégation. Ce fut seulement après le retour de la délégation que plusieurs ouvriers furent arrêtés comme « ennemis du peuple ».

La pression ouvrière s'accroît en Hongrie

COMME toutes les « démocraties populaires », la Hongrie souffre de la pénurie de charbon et d'énergie électrique.

L'organe central du Parti Stalinien hongrois, le « Szabad Nep », écrit le 3 février : « Il n'a pas été possible de donner assez de charbon aux travailleurs pour se chauffer. La qualité du charbon est mauvaise, et nous manquons de bois. La production de charbon reste insuffisante... L'approvisionnement est difficile, le lait manque. »

Le contraste flagrant entre cette situation et les promesses des dirigeants sur « l'amélioration du niveau de vie », etc., incite les travailleurs à exercer une pression croissante pour l'amélioration de leur niveau de vie, pression à laquelle l'appareil stalinien résiste de plus en plus difficilement. Ecoutons plutôt « Szabad Nep » (2 mars) :

« Des entreprises et des branches d'industrie de plus en plus nombreuses dépassent le plan des salaires...

« En particulier, on paie des « primes pour dépassement du plan » sans se préoccuper si les conditions sont remplies ou non. Des entreprises assiègent les ministères avec des demandes de primes. Les hauts fonctionnaires des ministères eux-mêmes perdent toute objectivité. Dans la grande majorité des cas ils acceptent les demandes sans examen. Ainsi, chaque mois, des dizaines de millions de florins sont versés en primes pour des travaux qui ne sont même pas accomplis, et les primes perdent leur pouvoir de stimulant... Des dirigeants locaux ou régionaux et mêmes certains ministres professent l'idée que, dans une période de coupures de courant fréquentes et de difficultés d'approvisionnement en matière première, on ne peut exiger aucune discipline des salaires. Il faut en finir sans réserve avec ces conceptions inouïes...

« ...La faute essentielle consiste en ce qu'une partie des fonctionnaires de l'économie, du parti des syndicats, soit par laisser-aller, soit par faiblesse, cèdent à des exigences presque toujours illégitimes, même si elles semblent parfois légitimes, et élèvent les salaires contre toute justification légale... Et si quelqu'un élève la voix contre ces mesures illégales, *on lui reproche démagogiquement d'être un bureaucrate qui ne comprend pas l'esprit du programme du gouvernement.* Les dirigeants du parti et des syndicats dans les entreprises se rangent régulièrement du côté de ceux qui exigent des augmentations de salaire. L'attitude de ces fonctionnaires dirigeants, qui *prétextent s'en tenir à la lettre du programme gouvernemental*, est en bien des endroits devenue absolument intolérable...

« ...On ne peut pas tout faire en six mois ou même en un an... Des augmentations de salaires irréfléchies, qui dépassent ce que notre économie peut supporter, qui ne correspondent pas au niveau actuel de la production et des biens de consommation disponibles, n'aident pas la classe ouvrière, mais lui font grand tort. »

Epuration en Bulgarie

LA Bulgarie souffre elle aussi de l'insuffisance de charbon et de courant électrique. Alors qu'en automne 1953 le premier ministre Tchervenkov se vantait des grands succès obtenus dans les mines de charbon, au VIe Congrès du P.C. bulgare, qui vient de se tenir, le ministre du plan, Georgi Tchankov a reconnu que « les besoins du pays en charbon n'ont pas été appréciés correctement... Il n'y pas de plan d'évaluation des réserves de houille », a-t-il ajouté, « ni de perspective claire sur le développement de la production de charbon ». Il a naturellement accusé « les bandits et espions de la bande Kostov » d'avoir une large responsabilité dans ces difficultés.

D'autre part, l'un des derniers survivants de la vieille garde communiste, Lukanov, déjà relevé en décembre 1953 de son poste de président du conseil, a été éliminé du Bureau Politique à l'issue du VIe Congrès du P.C. Lukanov qui, avec Dimitrov et Kolarov, avait pris part à la révolution bulgare en 1923, et s'était réfugié avec eux à Moscou après sa défaite, avait été également commissaire des brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. Comme le montre encore l'exemple récent de Zaisser (voir LA VERITE, n° 330) les derniers survivants des brigades internationales sont épurés systématiquement.

Russification à outrance dans les Républiques soviétiques d'Asie

ALORS que la période de domination de Béria avait été marquée par une politique de détente vis-à-vis des nationalités minoritaires de l'URSS, Malenkov a repris et intensifié encore la politique de russification à outrance et d'oppression nationale de Staline. Les congrès des P.C. de diverses républiques soviétiques, ont fourni de nouveaux renseignements sur les épurations brutales que le Kremlin y accomplit actuellement.

Ainsi, Ignatiev, l'homme de main de Staline, relevé de son poste de ministre de la sécurité d'Etat de l'URSS à l'époque Béria, pour avoir mis en scène l'affaire des « assassins en blouse blanche », vient de réapparaître. Malenkov l'a-t-il jusqu'à arrêter de nouveau les médecins et à les accuser d'avoir assassiné Staline sur l'ordre de Béria ? Il se borne jusqu'ici à faire attaquer dans la presse le ministre de la Santé Publique qui a signé les procès-verbaux d'autopsie de Staline. Quant à Ignatiev, il a été nommé premier secrétaire du P.C. de la République Autonome des Bachkirs.

En Arménie, le premier secrétaire du P.C., Aroutiounov, ainsi que les deux suivants, ont été limogés.

Dans la malheureuse Géorgie, qui a toujours été le terrain de choix des russifications du Kremlin, « LA VERITE » a publié de nombreuses informations sur les épurations dont elle a été le théâtre — le nouveau premier secrétaire du P.C., Mjavanadse, révèle dans son rapport pour le congrès du P.C. que 3.011 membres du parti ont été exclus depuis le congrès précédent.

En Azerbeïdjan, tout le personnel dirigeant du P.C. et le conseil des ministres ont été profondément remaniés. I. D. Mustafaev, qui a remplacé Baguirov comme premier secrétaire du P.C., a dénoncé dans son rapport du 20e congrès du P.C. azerbeïdjanais les fautes graves commises par ses prédécesseurs, leur indulgence à l'égard du « nationalisme bourgeois » et surtout leur incapacité à appliquer la nouvelle politique agraire définie dans le rapport de Khrouchtchev (sept. 53). Cette accusation revient actuellement constamment dans les épurations actuelles mêlée aux attaques contre le « nationalisme bourgeois ». L'épuration a manifestement pour but de trouver des boucs émissaires pour la situation catastrophique de l'agriculture soviétique, et l'incapacité du Kremlin à tenir les promesses d'amélioration de leur niveau de vie faites aux travailleurs.

La situation au Kazakstan mérite une mention spéciale, car cette république asiatique, déjà importante aux yeux du Kremlin par la place du district de Karaganda dans le développement industriel de l'URSS, l'est devenue encore plus par l'étendue des terres en friches dont le rapport Khrouchtchev prévoit la mise en culture pour faire face à la crise agricole. Le 11 février, tout le C.C. du P.C. du Kazakstan, déjà plusieurs fois remanié au cours des dernières années, a été destitué. Chayakmetov, premier secrétaire du P.C., et son adjoint Afonov ont été limogés, le président du conseil des ministres Taifovov blâmé ; on leur reproche d'avoir commis de graves erreurs dans le domaine de l'élevage et de la production des céréales, et fait preuve d'indulgence à l'égard du nationalisme bourgeois.

Le cas de Chayakmetov montre que l'épuration n'atteint pas seulement les hommes mis en place par Béria, car Chayakmetov s'est maintenu très longtemps à son poste, et avait été élu au C.C. du P.C. de l'Union Soviétique par le 19e congrès.

La politique oppressive du Kremlin à l'égard des minorités nationales est d'ailleurs mise en lumière par la composition du Soviet Suprême de cette république qui, le 31 mars 1951, comprenait 54,5 % de députés kazaks, 33,5 % de Russes, et 7,7 % d'Ukrainiens.

Le congrès du P.C. du Kazakstan, réuni les 16-18 février 1954 à Alma-Ata, a entendu un réquisitoire contre Chayakmetov prononcé par Ponomarenko, envoyé de Moscou pour le remplacer. Ponomarenko, ancien collaborateur de Staline au secrétariat du C.C. et au présidium du C.C. du P.C. par le 19e congrès, est ministre de la Culture de l'URSS. Avec lui a été envoyé de Moscou le lieutenant-général Brezhnev, qui devient secrétaire du P.C. du Kazakstan.

Enfin le 17 février, le professeur russe Gafourov, ouvrant devant l'académie de sciences de Tachkent la conférence pour l'histoire de l'Asie centrale soviétique et du Kazakstan, déclarait : « La lutte contre le nationalisme bourgeois est le problème le plus actuel de notre politique. Le nationalisme existe en Asie Centrale et au Kazakstan sous l'habit du panislamisme, du panturquisme, et du panirânisme. Nous devons combattre sans relâche ces idéologies et éduquer les travailleur pour renforcer l'amitié entre les peuples d'Asie Centrale et du Kazakstan et le grand peuple russe. C'est là le premier devoir des historiens soviétiques ». (1)

(1) Avec le cynisme ingénu qui le caractérise, le renégat publiste du trotskisme, E. Germain, écrit : « Il paraît établi d'autre part qu'avec la chute de Béria les modifications intervenues dans la politique des nationalités après la mort de Staline n'ont pas été révoquées (souligné par nous). Ces modifications se traduisent en pratique par le fait que des positions de premier plan dans les républiques ne seront plus monopolisées par les bureaucrates grands-russiens (souligné par nous...) » Ces gens sont vraiment prêts à tout !

MÉCANISME D'UN PROCÈS TRUQUÉ

(Suite de la page 3.)

lui sont nécessaires, ce n'est donc pas *« transformer notre Parti en une force d'appoint de certaines formations politiques de la bourgeoisie »* ? Quelle langue parle-t-on donc à Arcueil ?

5.- Le liquidateur Duclos

Il semble bien que, face à cette « politisation » de la classe ouvrière au service de la bourgeoisie, Lecœur a réagi dans la dernière période en abandonnant ses anciennes notions de politisation sectaire des luttes. Son article dans les « Cahiers » de janvier aussi bien que son discours de février aux jeunes mineurs réunis à Déchy soulignent fortement l'importance des revendications immédiates de la classe ouvrière et restent discrets sur la « lutte pour la paix ». Lecœur allait ainsi directement à contre-courant de l'évolution imposée au P.C.F. par la clique Duclos.

Voilà le vrai fond politique de la liquidation de Lecœur. Duclos et sa clique sont engagés dans une bataille décisive avec leur propre Parti pour le transformer *en force d'appoint* de la bourgeoisie. Les obstacles sur cette voie, si haut placés soient-ils, ils les brisent sans hésiter. Car les besoins de l'alliance avec la bourgeoisie se font pressants : *il faut, très vite, donner des gages aux bons Français ennemis du réarmement allemand, afin qu'ils surmontent leur répugnance à bénéficier des voix communistes. Il faut très vite donner des gages à Laniel lui-même, pour qu'il ne craigne plus le « danger communiste » lorsque s'ouvrira la Conférence de Genève et se sente assez fort pour s'émanciper de la tutelle américaine.* Tout doit être mis au service de cette politique, et avant tout la classe ouvrière organisée. La domestication de la base prolétarienne du Parti doit donc être totale. Or, impossible de tenir en laisse les travailleurs et les militants communistes, dans une période de pleine effervescence révolutionnaire, si au centre de l'appareil du Parti se trouve un homme caractérisé par une tendance à se rendre indépendant, à établir son propre contrôle sur les cellules d'entreprise et les syndicats, persuadé d'autre part que la classe ouvrière est faite pour se battre et pas pour entrer au service de Daladier.

On voit ce qui sépare l'aile Lecœur du courant représenté par André Marty. André Marty, riche de toute la tradition révolutionnaire du prolétariat français, continuait à représenter celle-ci en dépit de décades passées au sein de l'appareil bureaucratique. Il continuait à sentir et à penser en dirigeant révolutionnaire sur l'internationalisme prolétarien, l'anticolonialisme, la lutte contre la guerre, les problèmes de l'unité d'action. C'était « un corps étranger » chez eux, comme les bureaucrates l'ont dit justement. Et, le moment venu de faire les premiers pas vers une nouvelle alliance avec la bourgeoisie, le « corps étranger » fut éliminé.

La mesure qui frappe Lecœur intervient dans une autre période, et vise un autre homme. Il ne s'agit plus seulement de parler de la collaboration des classes ; il s'agit maintenant de la renouer effectivement. Il ne s'agit plus de couper une tête politique qui risquait d'indiquer au Parti, au moment critique et contre la volonté des bureaucrates, la voie révolutionnaire. Il s'agit de couper ces racines de l'arbre bureaucratique qui ont seulement le tort de plonger un peu trop profond dans la classe ouvrière.

Lecœur, produit caractérisé de l'écurie bureaucratique, porte sur lui les signes distinctifs de cet élevage : mentalité d'appareil, despotisme, sectarisme, copie servile des méthodes en honneur en U.R.S.S., absence de vues politiques larges. Dans l'emploi de la basse calomnie bureaucratique, il n'a pas été le dernier non plus. Il a même été le premier à lancer l'épithète de « policier », il y a un an, contre André Marty. Cet épisode n'a sali qu'Auguste Lecœur lui-même. Et il n'empêche d'ailleurs pas Billoux aujourd'hui de l'accuser d'avoir voulu « réduire, amenuiser la discussion sur les problèmes politiques. C'est ainsi qu'au moment de la découverte des agissements anti-Parti de Marty, il aurait voulu réduire le débat à un simple problème de discipline ».

Mais, en même temps que produit bureaucratique, Lecœur est resté étranger, lui aussi, aux mobiles contre-révolutionnaires du stalinisme. Il croit encore à la lutte de la classe ouvrière, même s'il veut la diriger militairement. Il s'obstine et rêve encore d'opérations offensives contre la bourgeoisie. Pour le bureaucrate, il devient un danger public. Il faut l'abattre, pour abattre à tous les échelons ceux qui pensent encore en fonction de la lutte de classe.

Et Lecœur est remplacé, au Secrétariat d'Organisation, par le sinistre Servin, déjà responsable de la « commission centrale des cadres », non-membre du Bureau Politique mais pourtant Eminence grise de l'appareil, membre de toutes les commissions d'épuration, inquisiteur d'André Marty, être sans autre ambition que l'exécution des œuvres de basse police dans le Parti Communiste Français. Cette nomination rend désormais les choses aussi claires que possible. Aucune dualité de pouvoir ne menacera plus le P.C.F., car l'appareil secret qui inspire sa politique, l'appareil *guépéoutiste* pour l'appeler par son nom, a décidé la concentration directe de tous les pouvoirs entre ses mains. C'est Servin désormais qui « fera élire » le membre du Comité de Section de province, qui déplacera les cadres syndicaux, qui jugera de l'honneur révolutionnaire de ces combattants ouvriers qui ont tout donné à leur classe depuis des années, mais qui sont devenus des « corps étrangers » dans leur propre Parti.

Servin symbolise la nouvelle direction du P.C.F. Plus aucun dirigeant de masse, inspirant respect et confiance par son passé militant, n'y figure plus. Ceux qui restent doivent leur puissance exclusivement à leurs bureaux et à leurs téléphones, à leur servilité devant l'appareil clandestin qui assure le respect des intérêts des privilégiés soviétiques.

Les conditions sont mûres pour que les militants communistes exigent des comptes, et toute la lumière, sur l'affaire Lecœur ainsi que sur l'affaire Marty-Tillon. Les problèmes de l'unité d'action, de l'attitude vis-à-vis de la bourgeoisie se trouvent remis au centre de leurs discussions avec un relief saisissant. En même temps qu'une discussion démocratique, ils exigeront que le prochain Congrès du Parti convoqué pour juin, *et dont l'ordre du jour, tel qu'il a été fixé à Arcueil, ne comporte aucun rapport politique ou d'orientation*, tourne autour de ces problèmes décisifs pour l'avenir du prolétariat français. L'avenir politique et personnel de chaque militant ouvrier communiste, le sort même de la Révolution française sont en jeu !

Numérisation CERMTRI

★ SUR LE FRONT OUVRIER ★

Pour le succès de la grève de 24 heures:

Préparation démocratique par les Comités paritaires, des usines aux Bureaux confédéraux

DANS toutes les usines, une impression se dégage : la préparation de la grève générale de 24 heures traîne en longueur. On ne voit pas encore à quelle date elle pourrait avoir lieu. Tous les militants, et particulièrement ceux de la CGT, qui a lancé le mot d'ordre, se demandent : POURQUOI ?

Sans qu'il soit besoin d'un examen très attentif, une première constatation s'impose : l'unité d'action ne se réalise que très fragmentairement, un peu dans les usines, très rarement à l'échelon des U.D. ou des Fédérations, pas du tout sur le plan confédéral.

Cette unité d'action est pourtant la condition indispensable, plus encore que lors des mouvements de ces derniers mois, au succès de la grève générale de 24 heures.

Benoit Frachon, dans une lettre à Levard, dirigeant CFTC, rappelle les propositions d'unité d'action faites par la CGT, et propose qu'une discussion commune, pour une action commune, n'ait lieu que sur les points communs, en premier lieu les 25.166 francs nets.

Cela est fort juste, mais ce qui est dommageable à la préparation de l'action, c'est qu'aucune lettre de ce genre ne soit envoyée à FO. C'est qu'il n'existe pas une tactique globale d'unité d'action, dirigée vers toutes les centrales, et s'appuyant pour chacune d'elles sur les arguments particuliers les plus susceptibles de « convaincre ou submerger » pour l'unité d'action.

Et cela, à tel point que la CFTC doit servir d'intermédiaire pour une action commune entre le Bureau de la CGT et celui de FO !

Comme nous l'indiquions dans notre dernier numéro, le communiqué de la C.A. de la CGT laissait entrevoir la possibilité de conférences locales d'unité « avec tous les travailleurs et leurs organisations ».

Cette orientation n'a jusqu'ici que peu d'applications dans les faits. Dans le textile du Nord s'est tenue une « Conférence d'unité » organisée pratiquement par la CGT, sans la participation des organisations FO et CFTC, pourtant assez puissantes. Conséquence ? La base de ces organisations est restée largement en dehors, ce qui diminue d'autant la portée de la campagne d'unité.

A Saint-Ouen, les sections syndicales convoquent une réunion des syndicats de toutes les usines de la localité. Cette initiative serait-elle due uniquement à la base ? On est en droit de se le demander en voyant le mutisme de « L'Humanité » sur les résultats de cette conférence. Le même exemple positif à Bordeaux, où aucune propagande n'est faite non plus autour de la réunion des syndicats et comités d'unité d'action de sept entreprises de toutes corporations !

C'est dans une telle situation que se réunit à Paris le 14 mars une assemblée nationale pour les ASSISES NATIONALES D'UNITE D'ACTION.

Dans cette période où les mots d'ordre que défendent les militants regroupés autour du « COMITE PERMANENT POUR LES ASSISES NATIONALES D'UNITE D'ACTION » rencontrent un écho de plus en plus favorable, la confrontation de leurs expériences devenait indispensable.

La préparation de la grève générale de 24 heures éclaire considérablement le mot d'ordre d'ASSISES NATIONALES POUR L'UNITE D'ACTION. Les travailleurs et les militants voient de plus en plus nettement que c'est par une préparation démocratique, au moyen de comités paritaires (où siégeraient à égalité tous les représentants des syndicats, des usines aux bureaux confédéraux) appuyés sur les Comités d'unité d'action démocratiques, que résident toutes les possibilités de succès de la grève de 24 heures.

L'action militante dans les usines des camarades qui défendent ces points de vue pèse « un certain poids pour faire trouver à ces mots d'ordre leur application pratique.

Nous avons signalé dans notre dernier numéro la sortie du « Métallo Unitaire ». A l'A.O.I.P., un membre du comité permanent pour les Assises diffusait ce journal. Les militants de la CGT le lurent, vinrent le trouver et, après avoir approuvé son contenu, proposèrent de relancer le comité paritaire qui y avait existé. Ce qui est en route aujourd'hui.

Des expériences comme celles-ci parfois plus poussées, parfois encore embryonnaires, tous les voient naître sous leurs yeux. Leur activité les pousse plus loin encore. La journée du 14 permettra de rassembler toutes ces expériences.

Avec leurs points de vue propres, des militants de toutes les centrales discuteront de ces expériences et préfigureront ce que pourraient être des Assises Nationales organisées par toutes les centrales. Se déroulant devant toutes les masses, nous voyons le pouvoir de mobilisation qu'elles auraient en soulevant leur enthousiasme.

Ce ne sera pas cependant seulement une démonstration de démocratie ouvrière. Ce sera aussi un pas dans le regroupement des énergies qui, dans toutes les centrales, luttent pour une unité d'action démocratique, condition du succès des luttes ouvrières et trouvent aujourd'hui leur point d'application dans la préparation de la grève générale de 24 heures.

Ce sera la démonstration de la nécessité et de la possibilité des Assises Nationales. Ce sera un pas de plus vers elles.

C'est pour cela que nous appuyons l'appel du Comité permanent pour les Assises pour la conférence préparatoire du 14.

Nous sommes sûrs que les militants révolutionnaires y seront au premier rang.

Roger SONTET.

La grève de l'Université

DANIEL, Faure, Marie, viennent de jouer la plus lamentable des comédies.

Leur refus d'octroyer au personnel enseignant la moindre augmentation de salaire avait décidé professeurs et étudiants à fixer pour le mercredi 24 février une grève de 24 heures.

Quelques jours avant cette date, Monsieur Faure faisait savoir qu'il ne présenterait au vote de l'Assemblée qu'un projet de 12e provisoire. Ceci décida les organisations syndicales à surseoir à l'ordre de grève. Vite Monsieur Faure substitue alors son budget au 12e prévu espérant ainsi faire voter à la sauvette le budget de l'Education Nationale sans que les enseignants aient le temps de réagir. En même temps il fait courir « officieusement » le bruit de l'octroi ultérieur d'avantages particuliers à certaines catégories.

Devant ces manœuvres de maquignons les organisations du second degré et du supérieur appuyées par l'Union Nationale des étudiants lancent l'ordre de grève pour le vendredi 25 février après-midi. Le mouvement est largement suivi et une imposante manifestation réunit dans la cour de la Sorbonne, enseignants et étudiants.

M. Marie en est « tombé malade » et le budget n'a pas été voté.

La direction du Syndicat des Instituteur ne s'est pas associé à la grève. Forestier, le secrétaire général du SNI, suivi par la majorité du bureau national s'oppose depuis la grève du 9 novembre à tout mouvement des instituteurs. Lorsque les camarades de « l'Ecole Emancipée » au bureau national demandent que le SNI s'engage dans la voie de la réalisation de la Conférence de la Fonction Publique (votée au dernier Congrès de la Fédération de l'Education Nationale)

(Suite en page 3.)

Les employés *de la* Météo montrent la voie de l'unité

LE 9 février, les employés de la météorologie se mettaient en grève.

Cette grève dura 10 jours.

Si toutes les revendications posées ne furent pas satisfaites, la conduite de la grève présente quelques traits caractéristiques de la situation d'aujourd'hui dans la classe ouvrière.

Il est de fait aujourd'hui que, quelles que soient les corporations en cause, ou les couches de travailleurs qui combattent les mêmes caractéristiques fondamentales se retrouvent. Il n'y a rien de commun dans la tradition, dans l'expérience des luttes, dans le milieu social entre les métallurgistes et les employés de la météorologie, pourtant, dès que ces couches de travailleurs entrent en lutte, elles posent dans leur combat les mêmes problèmes, elles se trouvent devant les mêmes difficultés à résoudre, elles se trouvent devant les mêmes voies pour parvenir à leur fin.

Il y avait déjà un bout de temps que les employés de la météorologie (service technique) posaient au ministère de l'aviation civile des revendications dont la plupart étaient catégoristes.

Le ministre refusait, naturellement, et les employés s'impatientaient.

Les syndicats CGT - FO - CFTC se réunissent et discutent de l'opportunité de la grève pour, en définitive, se mettre d'accord pour commencer un mouvement. Tout est prêt. La date est fixée, le personnel consulté. Le 8 février, veille de la grève, FO et CFTC décident de surseoir à l'ordre de grève qu'ils ont décidé en commun avec la CGT. La CGT maintient sa décision, et le 9 février les employés débraient en masse, ceux de FO et de CFTC refusant de suivre les ordres de leur syndicat.

Contraints et forcés, les syndicats FO et CFTC reviennent sur leurs décisions de surseoir à la grève et rejoignent le mouvement. *Un comité paritaire de grève est constitué.* Tous les jours, à Paris, des assemblées générales du personnel se tiennent, rassemblant la quasi-totalité des employés. Chacun s'y exprime comme il l'entend.

Des suggestions sont apportées pour tenter de rejoindre d'autres secteurs de travailleurs, ceux de la fonction publique.

Le gouvernement qui, au commencement ne voulait rien entendre, commence à lâcher du lest pour finalement accorder certaines revendications posées.

La grève se termine et c'est à une très faible majorité que la reprise du travail est décidée.

Les employés demandent qu'un comité soit constitué *après* la grève, pour perpétuer l'unité réalisée dans l'action.

Ce mouvement fut un succès de l'unité, de la démocratie ouvrière, de la combativité.

⁂

Nous comprenons fort bien que Léon Mauvais s'en réjouisse dans « L'Humanité » du 1er mars. Mais ce que nous aurions aimé c'est que Mauvais fasse ressortir les trois traits essentiels du mouvement, à savoir :

1°) La création d'un comité de grève paritaire.

2°) La démocratie ouvrière par la tenue quotidienne d'assemblées générales, non orchestrées et non truquées.

3°) La recherche par les employés de la Météo, quoique timidement il est vrai, d'appuis dans d'autres secteurs.

FO et CFTC ont été débordées, cela est un fait important, mais ce qui ne l'est pas moins c'est que le mouvement a *tenu*, et s'il a tenu, c'est parce que la démocratie régnait.

Mais aujourd'hui, il paraîtrait que la CGT prépare une grève de 24 heures... Pourquoi ce que le syndicat CGT météo a réalisé à son échelle, le bureau confédéral CGT ne le réaliserait-il pas à la sienne ? Entre les syndicats CGT, CFTC et FO de la Météo des réunions communes ont eu lieu. Pourquoi le bureau confédéral CGT n'agirait-il pas de même ? La CGT météo a proposé la création d'un comité paritaire de grève, pourquoi le bureau confédéral de la CGT ne ferait-il pas la proposition analogue de la création d'un Comité National paritaire de grève. Le comité paritaire de grève de la Météo était placé « sous le contrôle » *(dixit* Mauvais) du personnel, pourquoi Mauvais ne proposerait-il pas que ce Comité National paritaire soit placé dous le contrôle de l'ensemble des travailleurs ? Impossible, dira-t-on. Tout à fait possible. Il suffit d'organiser les Assises nationales de l'unité, assises qui contrôleront le Comité National paritaire de grève.

Oui ! la grève de la Météo est un bel exemple », mais il ne faudrait pas que ce soit seulement vrai pour la Météo mais pour toutes les corporations, à l'échelle nationale et inter-confédérale.

D. RENARD.

RATP Des travailleurs s'adressent aux dirigeants

Cette « Lettre Ouverte aux organisations syndicales et à tous les travailleurs de la RATP » a été signée par 35 travailleurs de l'entretien de Vaugirard, sur une soixantaine. Les travailleurs qui ont signé cette lettre, ont tenu à définir une position d'ensemble sur la lutte qu'ils estiment nécessaires après les grèves d'août. Seule l'opposition des dirigeants de la section syndicale CGT a empêché l'ensemble des ouvriers de Vaugirard de signer. La lettre a été éditée et distribuée dans de nombreux dépôts et ateliers de la RATP. Son édition a été payée par une souscription faite parmi les ouvriers qui l'ont signée.

Camarades,

A la suite des grèves d'août nous sommes persuadés que ce n'est pas par un mouvement partiel limité à quelques heures ou même à 24 heures, que nous pouvons obtenir satisfaction à nos revendications ; août a prouvé qu'il fallait « y aller » tous ensemble et jusqu'au bout pour vaincre patronat et gouvernement ; qu'il fallait « y aller » sans avoir peur d'utiliser tous les moyens nécessaires pour vaincre.

C'est donc à préparer les conditions d'une telle lutte que chaque travailleur, que toute direction syndicale soucieuse des seuls intérêts des travailleurs doit consacrer ses efforts.

Ces conditions sont :

1° L'unité d'action de toutes les centrales syndicales, à tous les échelons, y compris les bureaux confédéraux, puisqu'il s'agit d'une lutte d'ensemble de tous les travailleurs de France.

2° Le contrôle à tous les échelons par les travailleurs de la base de l'unité d'action. De telle façon qu'aucune manœuvre ne puisse aboutir à la rupture de l'unité en pleine bataille, ou encore que la lutte ne soit pas poursuivie jusqu'au bout, ou enfin que la lutte soit détournée de ses buts.

3° L'établissement d'un programme revendicatif qui soit capable d'apporter une solution durable au problème du pouvoir d'achat des travailleurs, car on n'engage pas une telle bataille pour obtenir des miettes.

Nous demandons donc aux organisations syndicales :

— à FO et à la CFTC d'accepter les propositions d'unité d'action faites par la CGT. Sans quoi comment prendre au sérieux leurs affirmations sur la défense des revendications ouvrières ?

— à la CGT de renouveler ces propositions d'unité d'action aux autres confédérations, ainsi qu'à tous les échelons.

A toutes les organisations, nous demandons de se prononcer très clairement sur : la nécessité de préparer une grève générale nationale illimitée jusqu'à complète satisfaction des revendications ; d'accepter que cette grève soit préparée sous contrôle de délégués de la base appartenant à toutes organisations et inorganisés, et ceci à tous les échelons ; de définir un programme revendicatif qui permette aux travailleurs de retrouver leur pouvoir d'achat de 38, les 40 heures, etc., etc.

LE CONGRES *de la* BANQUE

LE Congrès de la Banque CGT de la région parisienne a marqué un progrès par rapport aux années précédentes, en ce sens que la démocratie syndicale y a été beaucoup plus large, ceci entraînant parfois des débats passionnés. Certains votes obtenus seulement à quelques voix de majorité montrent que les discussions ont été vives et ont élevé le débat. Les dirigeants du syndicat, devant l'effritement constant, d'année en année, du nombre des syndiqués, ont dû revenir à des méthodes de direction moins bureaucratiques, ce qui a suscité un intérêt beaucoup plus grand aux discussions, mais aussi certaines faiblesses provenant du manque d'orientation générale et de précision sur la question de l'unité d'action. Malgré une résistance assez forte, les dirigeants syndicaux ont su manœuvrer habilement pour faire inclure dans la résolution finale l'augmentation hiérarchisée des salaires.

Néanmoins, certaines interventions, notamment sur le Front unique, ont abordé le problème d'une manière plus correcte, en tenant compte que parmi les employés de banque régnait la conception suivante : « Que les dirigeants de toutes les organisations syndicales s'entendent, et nous sommes prêts à nous battre. » La fameuse « unité à la base » avant tout, par la formation des Comités d'Unité d'Action, prônée depuis plusieurs années par les dirigeants de la Banque est en perte de vitesse. Ceci traduit le fait qu'aucun exemple de réalisation de C.U.A. n'a pu être cité dans l'année écoulée, et pour cause, les employés de banque ayant toujours considéré cette unité d'action à la base comme une manœuvre cégétiste.

Tirant le bilan des grèves d'août 53, un camarade unitaire expliquait la trahison des dirigeants FO et CFTC et montrait le rôle peu brillant dans cette grève des dirigeants cégétistes : l'absence de directives n'ayant pas permis la victoire. De même dans la Banque, elle avait fait échouer la grève générale des employés du 13 août. Abordant la question du Front unique, ce camarade demandait au Congrès que les dirigeants du Syndicat de la Banque réitèrent leur appel aux dirigeants des autres organisations syndicales pour la préparation de la grève générale de 24 heures, et que ceci soit fait à tous les échelons.

L'appel aux employés de banque, sans être encore précis, a marqué un progrès sur la question du Front unique. Il appartient aux militants cégétistes de la Banque de comprendre que sans une position juste sur ce problème il sera impossible de progresser parmi les employés. Ceux-ci sont prêts à se mobiliser si les dirigeants syndicaux « s'entendent ». C'est vers la préparation d'une Conférence nationale d'unité d'action dans la Banque que devront se tourner les employés de banque pour intervenir efficacement auprès des directions syndicales et imposer leur volonté d'unité d'action.

L. REMANS (C.N.E.P.)

Les travailleurs nantais à l'avant-garde

NANTES, avec ses constructions navales, aéronautiques, mécaniques, ses usines de produits chimiques, groupe environ 300.000 travailleurs. Ceux-ci, ayant une tradition de combativité, donnent souvent à leurs grèves un caractère insurrectionnel. Ainsi la grève contre le ratissement s'était terminée par le pillage des boîtes de nuit, et les grilles de la préfecture avaient été détruites.

Les grèves d'août ont maintenu cette tradition avec 40.000 grévistes défilant dans les rues au cris de : « A bas Laniel ! », avec le Comité de grève appelant les ouvriers à fraterniser avec l'armée. Ces luttes d'envergure ont été permises à Nantes par l'unité, souvent réalisée.

Pourquoi cette unité est-elle possible à Nantes ?

1°) Par la présence de minoritaires au sein de la confédération FO, minoritaires que soutient la direction départementale. La CGT, elle-même, reconnaît que sur des positions telles que celles que soutient l'U.D.-F.O., il est possible de faire l'unité.

2°) L'Union départementale CFTC groupe des militants de la tendance « Reconstruction », qui sont également unitaires.

La CGT, pour ne pas être débordée par ses propres militants ou par FO, est obligée d'aller de l'avant. Voilà une des principales raisons qui ont amené la constitution du Comité de grève, au mois d'août. Les cadres locaux CGT ont dépassé et blâmé leurs dirigeants confédéraux.

Pour citer un exemple : Garand, au cours d'un meeting, regrettait que la CGT n'ait pas tout fait pour le succès du mouvement d'août.

⁂

Dans la perspective d'une grève de 24 heures, prélude de la lutte pour la revalorisatoin générale des salaires, les travailleurs discutent dans les entreprises. Aux Batignolles, les responsables CGT font signer par leurs camarades une motion demandant que les trois confédérations lancent des mots d'ordre communs.

Signalons également la position de la section CGT, Brissonneau, qui prend l'initiative des « Assises départementales paritaires », et pour cela, contacte les U.D., FO, CGT, CFTC, pour leur faire des propositions.

La CGT a repris ce mot d'ordre au congrès de l'U.D. et il a été retenu dans la résolution finale, en oubliant toutefois la parité.

La Centrale de Chantenay, par l'intervention de ses délégués, a demandé que se tienne la Conférence nationale de la Fonction publique.

Que penser de la déclaration d'un cheminot, membre du P.C., demandant un changement de gouvernement par une grève générale et l'instauration d'un gouvernement des travailleurs ?

Un militant du M.R.U. trouve le S.M.I.G. insuffisant et demande qu'il soit porté à 30.000 francs.

Malgré les atermoiements de Reynaud, qui recommande de ne pas « s'envoler », nul doute que sous la poussée de ces camarades, l'U.D. CGT devra organiser ces Assises départementales. Nul doute qu'elles seront paritaires, malgré le refus du même Reynaud.

Là seulement se trouve la solution. D'ailleurs, A. Le Léap va beaucoup plus loin puisqu'il explique son accord avec Hébert, secrétaire confédéral F.O., sur les « protocoles d'accord » entre organisations.

Les travailleurs affirmeront leur position sur cette question. Si Le Léap admet les protocoles, les comités paritaires sont les plus habilités à signer ces protocoles, ces comités étant contrôlés par l'Assemblée Générale des travailleurs.

(Correspondant.)

Le gérant : Fontanel.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Société Parisienne d'Impressions
4, rue Saulnier. — PARIS Xe